

		
<p>Comité National de la Dette Publique</p>		<p>Caisse Autonome d'Amortissement du Cameroun</p>

Conjoncture Mensuelle de la Dette Publique du Cameroun N°09/23 - Septembre 2023

30 octobre 2023

<p align="center"> Caisse Autonome d'Amortissement du Cameroun Secrétariat Permanent du Comité National de la Dette Publique B.P. : 7167 YAOUNDE ♦ Tél : (+237) 222 22 22 26 / (+237) 222 22 01 87 ♦ Fax : (+237) 222 22 01 29 Site internet : www.caa.cm ♦ E-mail : caa@caa.cm </p>

La Caisse Autonome d'Amortissement du Cameroun, structure de gestion de l'ensemble des fonds d'emprunts publics de l'État et de ses démembrements, des organismes publics et parapublics, des collectivités locales, créée par Décret présidentiel N°85/1176 du 28 Août 1985, et réorganisée par le Décret N°2019/033 du 24 janvier 2019, **assurant le Secrétariat Permanent du Comité National de la Dette Publique (CNDP)**,

et le Comité National de la Dette Publique créé par Décret N°2008/2370/PM du 04 août 2008, dont les principales missions sont de coordonner et suivre la mise en œuvre de la politique nationale d'endettement public et de gestion de la dette publique, de veiller à sa mise en cohérence avec les objectifs de développement et la capacité financière de l'État,

Vous présentent **la conjoncture mensuelle de la dette publique du Cameroun N°09/23-septembre 2023**, qui retrace l'évolution des principaux agrégats de la dette publique sur la période.

I.	ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET NATIONAL	3
I.1.	ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL	3
I.2.	ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE NATIONAL	4
II.	ENCOURS DE LA DETTE DU SECTEUR PUBLIC	5
II.1	DETTE DIRECTE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE	6
II.1.1.	DETTE EXTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE..	6
II.1.2.	DETTE INTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE	Erreur ! Signet non défini.
II.1.2.1.	DETTE INTERIEURE HORS RESTES A PAYER.....	7
II.2.	DETTE DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS.....	8
II.2.1.	DETTE INTERIEURE DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS.....	8
II.2.2.	DETTE EXTERIEURE DIRECTE DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS.....	9
II.3.	PASSIFS CONDITIONNELS EXPLICITES DE L'ETAT	9
II.3.1.	DETTE AVALISEE PAR L'ETAT.....	9
II.3.2.	PARTENARIAT PUBLIC PRIVÉ (PPP).....	9
III.	SERVICE DE LA DETTE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE	10
III.1.	SERVICE DE LA DETTE EXTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE	11
III.2.	SERVICE DE LA DETTE INTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE	12
III.2.1.	SERVICE DE LA DETTE INTERIEURE HORS RESTES A PAYER	12
III.2.2.	VARIATION DES RESTES A PAYER	13
IV.	EVOLUTION DES ENGAGEMENTS ET DES NOUVEAUX EMPRUNTS DE L'ADMINISTRATION CENTRALE.....	13
IV.1.	NOUVEAUX ENGAGEMENTS SIGNES.....	13
IV.2.	DECRETS D'HABILITATION	14
IV.3.	DECAISSEMENTS DE L'ADMINISTRATION CENTRALE.....	14
IV.3.1.	Décaissements sur financements extérieurs	14
IV.3.2.	Décaissements sur financements intérieurs	17
IV.4.	SOLDES ENGAGÉS NON DÉCAISSÉS (SEND'S) DE L'ADMINISTRATION CENTRALE	17
IV.4.1.	SEND's Extérieurs (Hors Appuis budgétaires).....	17
IV.4.2.	SEND's Intérieurs	18
V.	INDICATEURS D'ENDETTEMENT	19
V.1.	PRINCIPAUX INDICATEURS DE LA DETTE PUBLIQUE (hors Restes à Payer de plus de 3 mois)	19
V.2.	REPARTITION DU PORTEFEUILLE PAR DEVISE.....	19

Comité de Rédaction

Directeurs de Publication

MOTAZE Louis Paul, Ministre des Finances, Président du Comité National de la Dette Publique ;
ALAMINE Ousmane MEY, Ministre de l'Economie de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, Vice-Président du CNDP ;

Superviseurs

NOAH NDONGO Adolphe, Directeur Général de la CAA, Secrétaire Permanent du CNDP ;
MOH TANGONGHO Sylvester, Directeur Général du Trésor de la Coopération Financière et Monétaire, Président de la Commission Technique du CNDP ;
KENDEM John FORGHAB, Directeur Général Adjoint de la CAA;

Coordonnateur Technique

SIEWE Guillaume Thierry, Chef de Division des Etudes et Analyses de la Dette Publique-CAA, Coordonnateur du Secrétariat Permanent du CNDP ;

Rédacteurs :

- **SIEWE Guillaume Thierry**, DEADP, CSP-CNDP;
- **ALEME MELOM Melissa Epse MANON**, Chef de Cellule du Suivi de la Politique Nationale d'Endettement-CAA ;
- **GONTA William**, Chef de la Cellule du Suivi Statistique et de la Gestion des Bases des Données-CAA ;
- **NDONGO MBA Laurent**, Chef de Cellule du Suivi et Evaluation des financements-CAA ;
- **SIMO Cédric**, Chargé d'Etudes Assistant N°1 à la Cellule du Suivi de la Politique Nationale d'Endettement-CAA ;
- **PONDI Patrick**, Chargé d'Etudes Assistant N°2 à la Cellule du Suivi de la Politique Nationale d'Endettement-CAA
- **ABOE Franck**, Chargé d'Etudes Assistant N°3 à la Cellule du Suivi de la Politique Nationale d'Endettement-CAA ;
- **MBIANDJEU Michel Francine** Chargé d'Etudes Assistant N°4 à la Cellule du Suivi de la Politique Nationale d'Endettement-CAA ;
- **ENAMA ANGAH Carole Epse ONANA EBODE** Chargé d'Etudes Assistant N°1 à Cellule du Suivi Statistique et de la Gestion des Bases des Données-CAA ;
- **EBWEL Julien**, Chargé d'Etudes Assistant N°2 à Cellule du Suivi Statistique et de la Gestion des Bases des Données-CAA
- **FEUDJI Génie Lupin**, Chargé d'études assistant N°1 à la Cellule du Suivi et Evaluation des financements-CAA ;
- **ZANG Laury**, Chargé d'études assistant N°2 à la Cellule du Suivi et Evaluation des financements-CAA ;
- **ETELE WARREN**, Chargé d'études assistant N°3 à la Cellule du Suivi et Evaluation des financements-CAA
- **NLAME Rose Laetitia**, Cadre à la Division des Etudes et Analyses de la Dette Publique-CAA ;

Contributions :

- **Membres CNDP** ;
- **Membres** de la Commission technique CNDP ;
- **Membres** du Secrétariat Permanent du CNDP.

Dans cette conjoncture, la dette publique se définit comme l'ensemble des passifs de l'Etat sous forme de dette. Un instrument de dette étant une créance financière, obligeant le débiteur à effectuer en faveur du créancier un paiement ou des paiements d'intérêts ou de principal à une date ou à des dates futures. Pour l'instant, cette dette publique est principalement limitée à celle de l'Administration Centrale et des Entreprises et Etablissements Publics. Les travaux relatifs à la dette des Collectivités Territoriales Décentralisées se poursuivent.

Aussi, Conformément aux bonnes pratiques, il est procédé un suivi des passifs conditionnels notamment la dette garantie par l'Administration Centrale et les Partenariats Publics Privés, qui peuvent impacter la dette publique sous certaines conditions.

Les passifs conditionnels représentent des créances financières virtuelles de l'Etat, non encore matérialisées, mais susceptibles de se traduire par des obligations financières fermes dans certaines circonstances. Le suivi et l'évaluation de ces passifs sont indispensables, non seulement par souci de transparence, mais aussi pour la réalisation des analyses, notamment l'analyse de l'impact potentiel et les risques encourus sur l'endettement public, l'Analyse de la Viabilité de la Dette (AVD) et diverses autres analyses liées aux risques budgétaires.

Suivant la définition retenue dans le cadre du programme avec le FMI, la Banque mondiale et diverses autres institutions, un prêt est dit concessionnel si son élément don (rapport exprimé en pourcentage, de l'écart entre la valeur initiale et la valeur actualisée du prêt, divisé par la valeur initiale du prêt) est supérieur ou égal à 35%.

I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET NATIONAL

I.1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

Selon les Perspectives de l'Economie Mondiale publiées par le Fonds Monétaire International (FMI) le 05 octobre 2023, l'activité économique mondiale devrait marquer le pas, en raison principalement de trois (03) facteurs dont (i) l'intensification des pressions inflationnistes et leur impact sur le pouvoir d'achat des ménages ; (ii) le resserrement des conditions financières par la plupart des Banques Centrales du monde pour juguler l'inflation ; et (iii) la crise énergétique majeure que traversent certains pays avancés, du fait des sanctions imposées à la Russie suite au conflit russo-ukrainien. Dans ce contexte, le FMI prévoit une croissance mondiale de 3,0% en 2023, contre 3,5% en 2022 et 6,2% en 2021. Cette tendance baissière devrait se poursuivre en 2024, avec une croissance projetée à 2,9%.

Les économies avancées devraient connaître un ralentissement de leurs activités, passant de 2,6% en 2022 à 1,5% en 2023 et 1,4% en 2024. Le taux d'inflation de cette catégorie de pays se situerait à 4,6% en 2023 et à 3% en 2024 contre 3,1% en 2021 à 7,3% en 2022. Il importe de relever que cette performance en deçà des attentes s'expliquerait par divers facteurs. Précisément aux États-Unis, les tensions inflationnistes, les taux d'intérêt élevés et un contexte économique mondial stagnant pourraient jouer un rôle significatif. La croissance de l'économie américaine passerait de 5,9% en 2021 à 2,1% en 2022 et 2023, pour atteindre 1,5% en 2024.

Dans la zone euro, la hausse considérable des coûts de l'énergie et la diminution du revenu disponible réel des ménages en raison de l'inflation se traduirait par une croissance projetée à 0,7% en 2023, après 3,3% en 2022, et devrait atteindre 1,2% en 2024.

Dans les pays émergents et en développement, l'activité économique devrait demeurer stable. Ainsi, le taux de croissance projeté est de 4% en 2023 et 2024, après avoir atteint 6,8% en 2021 et 4,1% en 2022. Cette réalité découlerait de deux facteurs majeurs à savoir, la résilience de l'économie chinoise face à la crise immobilière qu'elle traverse présentement, illustrée par une croissance qui devrait tourner autour de 5,0% en 2023 et 4,2% en 2024, après un taux de 3% en 2022, et la consolidation de l'activité économique en Inde, avec une croissance économique prévue à 6,3% en 2023 et 2024. En outre, le taux d'inflation des pays émergents et en développement est projeté à 8,5% en 2023 et 7,8% en 2024 après 5,9% en 2021 et 9,8% en 2022.

La croissance de l'Afrique subsaharienne devrait chuter pour la deuxième année consécutive, en s'établissant à 3,3 % en 2023 contre 4,0 % en 2022. Cette croissance devrait atteindre 4,0% en 2024.

Concernant la CEMAC, la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) prévoit un taux de croissance de 2,5% en 2023, après celui de 2,8% enregistré en 2022. Les contraintes liées à l'inflation ainsi que la poursuite d'une politique monétaire restrictive devraient contribuer à cette contreperformance. En effet, l'inflation devrait persister en lien avec les effets néfastes du conflit russo-ukrainien. Selon les estimations du FMI, le taux d'inflation de la sous-région s'établirait à 6,9% en 2023, puis 5,8% en 2024 contre à 8,7% en 2022.

Graphique 1 : SOFR (Secured Overnight Financing Rate)



Source : Global rates

Taux de change de fin de période	2022		2023					
	Juin	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin
Dollar US	625,28	614,35	603,33	616,85	602,69	595,69	611,91	599,31
DTS	833,78	816,68	819,08	823,22	810,51	803,64	817,54	800,97
Yuan	93,30	88,70	89,82	88,91	87,50	86,19	86,38	82,85
Yen	4,58	4,66	4,66	4,51	4,50	4,37	4,37	4,16

Source : CS-DRMS

Graphique 2 : Euribor USD 6 mois



Source : Global rates

Periode	15-mai-22	15-nov-22	15-déc-22	15-janv-23	15-févr-23	15-mars-23	15-avr-23	15-mai-23
	14-juin-22	14-déc-22	14-janv-23	14-févr-23	14-mars-23	14-avr-23	14-mai-23	14-juin-23
Monnaie / Maturité	CIRR	CIRR	CIRR	CIRR	CIRR	CIRR	CIRR	CIRR
US Dollar	< 5 years	3,72	5,38	5,34	5,05	4,91	5,23	5,09
	> 5-8,5 years	3,78	5,18	5,06	4,76	4,64	4,94	4,82
	> 8,5 years	3,80	5,09	4,99	4,72	4,59	4,86	4,77
Euro	< 5 years	1,35	2,87	2,98	3,20	3,33	3,56	3,55
	> 5-8,5 years	1,62	3,00	3,01	3,17	3,25	3,46	3,43
	> 8,5 years	1,75	3,14	3,07	3,19	3,25	3,45	3,42

Source : OECDE

I.2. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE NATIONAL

L'activité économique nationale demeure étroitement dépendante (i) des tensions inflationnistes résultant des effets néfastes du conflit russo-ukrainien et de la pandémie de Covid-19 ; (ii) de la situation socio-économique dans les régions de l'Extrême-Nord, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ; et (iii) de la poursuite de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Développement (SND 30), notamment en ce qui concerne l'objectif de transformation structurelle de l'économie. Malgré le contexte difficile qui prévaut, le taux de croissance réel du Produit Intérieur Brut (PIB) est projeté à 3,9% en 2023, contre 3,6 % en 2022 et 3,3 % en 2021. Cette progression serait principalement portée par le secteur non pétrolier, avec une croissance attendue autour de 4,2% en 2023, contre 3,5 % en 2021, et 3,8 % en 2022.

En ce qui concerne les différents secteurs d'activité, et en considération du redressement progressif de l'agriculture industrielle d'exportation, le taux de croissance du secteur primaire devrait se situer à 3,3% en 2023 après 3,2% en 2022 et 2,9% en 2021. Quant au secteur secondaire, son taux de croissance devrait s'établir à 3,5 % en 2023, grâce à une offre énergétique améliorée et une demande intérieure favorable, notamment pour les industries manufacturières, contre 2,7 % en 2022. Le secteur tertiaire, quant à lui, resterait dynamique avec une croissance de 4,5 % en 2023 contre 4,3 % en 2022 et 3,0 % en 2021. Les performances de ce secteur sont notamment soutenues par la reprise progressive de la branche des restaurants et hôtels, qui a connu des contraintes liées à la Covid-19 et à l'organisation de la CAN en 2022, ainsi que la reprise de l'activité dans les secteurs des transports-entrepôts et des communications, ainsi que dans les banques et les institutions financières.

Concernant l'évolution des prix, il est prévu que l'inflation s'intensifie en 2023, se situant aux alentours de 6,7% contre 6,3% en 2022 et 2,3% en 2021. Les facteurs contribuant à cette hausse généralisée des prix sont principalement la hausse des prix du carburant observée en début d'année ainsi que les conséquences du conflit en Ukraine. Il convient également de souligner que cette augmentation des prix serait tirée par les prix des produits de base.

Parlant des finances publiques, la consolidation budgétaire s'est poursuivie, en concordance avec le Programme Économique et Financier (PEF) conclu avec le FMI. Par conséquent, le déficit budgétaire devrait se réduire pour atteindre environ 0,7% du PIB en 2023, contre 1,1% en 2022 et de 2,9% en 2021. Cette amélioration s'expliquerait essentiellement par la rationalisation des dépenses publiques.

II. ENCOURS DE LA DETTE DU SECTEUR PUBLIC

Au 30 septembre 2023, l'encours de la dette du secteur public est évalué à environ 12 510 milliards de FCFA, soit 43,9% du PIB. Cet encours a enregistré une baisse de 0,2% en glissement annuel contre une hausse de 2,9% en glissement trimestriel et une augmentation de 1,4% par rapport au mois précédent. S'agissant de sa composition, la dette de l'Administration Centrale représente 92,9% de cet encours, tandis que les Entreprises et Établissements Publics ainsi que les Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD's) représentent respectivement 7,0% et 0,1%.

À la fin du troisième trimestre 2023, la dette directe de l'Administration Centrale s'élève à 11623 milliards de FCFA, correspondant à 40,8% du PIB. Comparativement aux mois et trimestre précédents, elle a augmenté respectivement de 1,5% et 3,1%. Cette augmentation en glissement trimestriel s'explique par la comptabilisation des titres publics de 176,7 milliards de FCFA émis par adjudications en juin et juillet 2023 (comptabilisés en juillet 2022). En glissement annuel, cet encours enregistré est en hausse de 0,4%. En termes de composition, l'encours de la dette de l'Administration Centrale est réparti en 70,4% de dette extérieure et de 29,6% de dette intérieure, y compris les Restes à Payer (RAP) de plus de 3 mois.

À fin septembre 2023, la dette des Établissements et Entreprises Publics est estimée à 877 milliards de FCFA, soit 3,1% du PIB, en augmentation de 0,5% par rapport au mois d'août 2023, contre une baisse de 0,5% par rapport au trimestre précédent et de 7,8% en glissement annuel. En ce qui concerne la composition de cette dette, 58,3% provient de bailleurs de fonds extérieurs, tandis que 41,7% provient des bailleurs de fonds intérieurs.

Dans l'attente de l'achèvement des travaux conjoints entre le Ministère des Finances (MINFI) et le Ministère de la Décentralisation et du Développement Local (MINDDEVEL) portant sur le recensement des dettes des Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD's), la dette connue de ces démembrements de l'État s'élève à environ 10,2 milliards de FCFA au 30 septembre 2023.

Quant aux passifs conditionnels de l'État, ils portent sur un encours de 4 941 milliards de FCFA, représentant 17,3% du PIB. Ces engagements se composent à 0,2% de la dette garantie par l'État du Cameroun et 99,8% restants de dettes contractées sous forme de Partenariats Publics Privés (PPP).

Tableau 1 : Encours de la dette publique et passifs conditionnels explicites de l'Etat

Rubriques	30 Sept 2022 ***	31 Décembre 2022 **	31 janvier 2023 ***	28 février 2023 ***	31 Mars 2023 ***	30 avril 2023 ***	31 mai 2023 ***	30 juin 2023 ***	31 juillet 2023 ***	31 août 2023 ***	30 septembre 2023 ***
Montant en Milliards de FCFA											
1. Dette extérieure	8 297	8 153	8 068	8 129	8 084	8 017	8 121	8 019	7 950	7 985	8 052
Multilatérale	3 698	3 742	3 788	3 810	3 825	3 814	3 860	3 848	3 886	3 909	3 953
<i>dont appuis budgétaires</i>	1 453	1 527	1 541	1 547	1 578	1 570	1 583	1 558	1 592	1 596	1 608
Bilatérale	3 537	3 405	3 278	3 320	3 275	3 223	3 282	3 201	3 097	3 114	3 145
<i>dont appuis budgétaires</i>	243	243	243	243	243	243	243	243	243	243	243
Commerciale	1 062	1 006	1 001	999	985	981	979	971	968	962	954
2. Dette intérieure	3 281	3 301	3 311	3 385	3 325	3 297	3 237	3 252	3 418	3 471	3 571
2.1. Dette intérieure (hors Restes à Payer)	3 029	3 084	3 094	3 168	3 108	3 080	3 020	3 035	3 201	3 254	3 354
Titres publics	1 553	1 552	1 569	1 601	1 561	1 554	1 505	1 526	1 702	1 719	1 838
Emprunt consolidé BEAC	577	577	577	577	577	577	577	577	577	577	577
Allocation de DTS (FMI-BEAC)	50	120	120	180	180	180	180	180	180	180	180
Dette structurée	790	780	773,28	755,42	736	716	704	697	688	725	706
Dette non structurée	59	56	54	54	54	54	54	54	54	54	53
2.2. Restes à payer de plus de 3 mois	252	217	217	217	217	217	217	217	217	217	217
3. Dette Directe de l'administration centrale	11 578	11 455	11 378	11 514	11 409	11 315	11 359	11 271	11 369	11 456	11 623
<i>dont appui budgétaire total</i>	1 696	1 770	1 784	1 790	1 821	1 813	1 826	1 801	1 834	1 839	1 851
4. Dette des Entreprises publiques	951	915	905	906	896	888	891	881	875	873	877
Dette extérieure directe des entreprises publiques	557	522	515	520	512	507	513	506	502	504	511
Dette intérieure auprès du système bancaire	394	393	390	386	384	381	378	375	372	368	366
5. Dette des Collectivités Territoriales Décentralisées	10	10	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2
Dette extérieure directe des CTD's	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D
Dette intérieure directe des CTD's	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
6. Passifs conditionnels explicites de l'Etat	4 948	4 944	4 944	4 944	4 944	4 944	4 942	4 941	4 941	4 941	4 941
Dette avalisée	17	13	13	13	13	13	11	10	10	10	10
Partenariats Publics Privés	4 931	4 931	4 931	4 931	4 931	4 931	4 931	4 931	4 931	4 931	4 931
7. Total Dette Publique (non consolidée) (Secteur Public - hors passifs conditionnels) (3+4+5)	12 539	12 380	12 294	12 430	12 316	12 213	12 260	12 162	12 254	12 339	12 510

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : CAA

II.1 DETTE DIRECTE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

II.1.1. DETTE EXTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

A fin septembre 2023, l'encours de la dette extérieure de l'Administration Centrale est estimé à 8 052 milliards de FCFA, soit 28,3% du PIB. Cet encours a augmenté de 0,8% en glissement mensuel, et de 0,4% en glissement trimestriel, contre une baisse de 3,0% par rapport à la même période de l'année dernière. Par type de créancier, cette dette est détenue 49,1% par les créanciers multilatéraux, 39,1% par les partenaires bilatéraux et 11,8 % par les bailleurs de fonds commerciaux.

La dette extérieure de l'Administration Centrale résultant de la coopération multilatérale, est estimée à 3 953 milliards de FCFA (soit, 13,9% du PIB) au 30 septembre 2023. A travers ses guichets IDA et BIRD, la Banque mondiale détient une part importante de la dette multilatérale (1 486,9 milliards de FCFA), soit 37,6% et 18,5% de la dette extérieure totale. Elle est suivie par le FMI, dont l'encours de la dette est d'environ 848,9 milliards de FCFA, soit 21,5% de la dette multilatérale et 10,5% de la dette extérieure totale, accordés sous forme d'appuis budgétaires dans le cadre du PEF 2017-2020, de la lutte contre la COVID-19, de la Facilité Élargie de crédit et du Mécanisme Élargi de Crédit. Enfin, le groupe de la Banque Africaine de Développement (FAD, BAD) détient un encours de dette évalué à environ 1 047,6 milliards de FCFA, soit 26,5% de la dette multilatérale et 13,0% de la dette extérieure totale.

Tableau 2 : Encours de la dette extérieure

Rubriques	30 septembre 2022***	31 Décembre 2022**	31 janvier 2023***	28 février 2023***	31 Mars 2023***	30 avril 2023***	31 mai 2023***	30 juin 2023***	31 juillet 2023***	31 août 2023***	30 septembre 2023***
Montant en Milliards de FCFA											
Multilatéral	3 698	3 742	3 788	3 810	3 825	3 814	3 860	3 848	3 886	3 909	3 953
BAD	529,0	593,3	617,5	615,5	612,9	613,4	612,9	613,2	620,2	634,3	632,8
<i>dont appuis budgétaires PEF</i>	<i>269,2</i>	<i>322,3</i>	<i>322,3</i>	<i>322,3</i>	<i>322,3</i>	<i>322,3</i>	<i>322,3</i>	<i>322,3</i>	<i>322,3</i>	<i>322,3</i>	<i>322,3</i>
<i>appuis budgétaires COVID-19</i>	<i>57,7</i>	<i>57,7</i>	<i>57,7</i>	<i>57,7</i>	<i>57,7</i>	<i>57,7</i>	<i>57,7</i>	<i>57,7</i>	<i>57,7</i>	<i>57,7</i>	<i>57,7</i>
BADEA	30,0	27,1	26,5	27,3	25,9	25,6	26,3	25,5	25,2	25,6	25,6
BDEAC	25,4	24,0	24,0	26,9	27,2	27,3	27,3	25,3	25,3	24,6	24,6
BID	385,6	394,0	393,1	401,0	399,8	398,7	403,4	398,1	398,0	399,9	417,9
BIRD	224,4	232,8	248,7	249,0	251,8	254,4	255,0	260,8	261,1	261,1	261,2
<i>dont appuis budgétaires PEF</i>	<i>112,8</i>	<i>112,8</i>	<i>112,8</i>	<i>112,8</i>	<i>112,8</i>	<i>112,8</i>	<i>112,8</i>	<i>114,8</i>	<i>115,8</i>	<i>116,8</i>	<i>117,8</i>
FAD	426,6	412,6	413,8	415,4	408,4	405,6	414,8	406,3	408,4	410,7	414,8
FIDA	60,2	59,9	60,3	60,3	61,2	60,6	61,6	60,4	60,3	60,2	60,8
FMI	828,4	788,9	781,1	785,0	817,6	810,7	824,7	801,4	835,0	838,9	848,9
<i>dont appuis budgétaires PEF 2017-2020</i>	<i>366,8</i>	<i>349,4</i>	<i>340,2</i>	<i>341,9</i>	<i>336,7</i>	<i>333,8</i>	<i>339,6</i>	<i>326,1</i>	<i>315,9</i>	<i>317,4</i>	<i>321,1</i>
<i>dont appuis budgétaires PEF</i>		788,9	781,1	785,0	817,7	810,7	811,7	812,7	813,7	814,7	815,7
<i>appuis budgétaires COVID-19</i>	236,7	225,4	226,1	227,2	223,7	221,8	225,6	221,1	220,9	221,9	224,6
<i>appuis budgétaires FCE-PEF 2021-2023</i>	74,9	71,4	71,6	71,9	85,8	85,0	86,5	84,7	99,4	99,9	101,1
<i>appuis budgétaires MEDC-PEF 2021-2023</i>	149,9	142,8	143,2	143,9	171,5	170,0	173,0	169,5	198,8	199,7	202,1
FS OPEP	13,4	11,2	10,9	11,1	10,7	9,9	9,9	9,6	9,4	9,4	9,6
IDA	1 139,8	1 164,5	1 178,4	1 184,9	1 176,3	1 174,9	1 191,3	1 209,7	1 211,0	1 212,4	1 225,7
<i>dont appuis budgétaires PEF</i>	<i>185,1</i>	<i>245,2</i>	<i>244,1</i>	<i>245,8</i>	<i>244,1</i>	<i>243,4</i>	<i>244,4</i>	<i>245,4</i>	<i>246,4</i>	<i>247,4</i>	<i>248,4</i>
UE	35,1	33,8	33,8	33,7	33,1	32,8	32,7	31,8	31,8	31,6	31,0
Bilatéral	3 537	3 405	3 278	3 320	3 275	3 223	3 282	3 201	3 097	3 114	3 145
ALLEMAGNE	17,2	16,5	16,5	16,5	16,5	16,5	16,5	15,6	15,6	15,6	15,6
Belgique	9,0	8,1	8,1	8,1	8,1	8,1	8,1	8,0	8,0	8,0	8,0
Espagne	2,4	2,3	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,8	1,4	1,4	1,4
FRANCE	905,7	861,5	861,2	861,2	855,3	835,5	835,5	807,8	807,6	807,6	801,4
<i>dont appuis budgétaires PEF</i>	<i>242,7</i>	<i>242,7</i>	<i>242,7</i>	<i>242,7</i>	<i>242,7</i>	<i>242,7</i>	<i>242,7</i>	<i>242,7</i>	<i>242,7</i>	<i>242,7</i>	<i>242,7</i>
<i>dont C2D</i>	<i>54,5</i>	<i>41,5</i>	<i>41,5</i>	<i>41,5</i>	<i>41,5</i>	<i>41,5</i>	<i>41,5</i>	<i>41,5</i>	<i>41,5</i>	<i>41,5</i>	<i>41,5</i>
JAPON	50,5	50,6	50,6	49,0	48,4	47,0	47,0	44,6	48,2	47,9	48,1
NORVEGE (EKSPORTKREDITT NORGE SA)	24,0	21,7	21,7	21,7	21,7	21,7	21,7	19,5	19,5	19,5	19,5
SUISSE	0,8	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,6	0,6	0,6	0,6
ARABIE SAOUDITE	9,9	9,0	8,7	8,9	8,3	8,2	8,4	8,3	8,0	8,1	8,0
CHINE	3,5	3,3	3,3	3,3	3,3	3,2	3,2	3,1	3,1	3,1	3,2
COREE DU SUD	48,4	47,1	47,0	46,2	45,4	44,1	45,2	44,5	44,8	44,3	44,9
EXIMBANK DE CHINE	2 293,8	2 228,9	2 106,0	2 149,6	2 107,0	2 082,3	2 136,4	2 092,5	1 986,5	2 008,1	2 043,5
EXIMBANK TURQUE	82,7	75,4	74,0	70,2	68,2	67,5	69,3	67,9	67,4	62,6	64,4
INDE	75,6	68,1	66,9	70,9	78,3	74,7	76,8	75,2	74,7	75,7	75,0
KOWEÏT	13,0	11,6	11,4	11,8	11,6	11,0	11,5	11,3	11,4	11,4	11,6
Commercial	1 062	1 006	1 001	999	984,7	981,0	979,4	970,6	967,8	962,5	953,8
AFRICAN EXPORT IMPORT BANK	51,2	46,7	45,8	47,1	45,79	45,26	46,49	45,54	45,22	45,82	47,1
Bank of China	120,5	109,8	107,9	103,1	97,37	96,24	98,86	96,83	96,16	89,90	89,5
Belfius	49,6	48,5	50,4	50,0	48,56	48,05	48,54	48,54	48,46	48,12	45,6
BMCE Bank	13,8	13,0	13,0	13,0	10,80	10,80	10,80	10,00	10,00	10,00	7,8
CD5 group privée Nouvelle Zelande	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Commercial-eurobond	542,0	542,0	542,0	542,0	542,01	542,01	542,01	542,01	542,01	542,01	542,0
<i>dont Eurobond 2015</i>	<i>92,7</i>	<i>92,7</i>	<i>92,7</i>	<i>92,7</i>	<i>92,68</i>	<i>92,68</i>	<i>92,68</i>	<i>92,68</i>	<i>92,68</i>	<i>92,68</i>	<i>92,7</i>
<i>Eurobond 2021</i>	<i>449,3</i>	<i>449,3</i>	<i>449,3</i>	<i>449,3</i>	<i>449,33</i>	<i>449,33</i>	<i>449,33</i>	<i>449,33</i>	<i>449,33</i>	<i>449,33</i>	<i>449,3</i>
Commerz bank Allemagne	39,3	35,8	35,1	36,1	35,10	34,70	35,64	34,91	34,67	35,12	36,1
Deutsche banque Espagne	29,2	26,8	23,9	23,9	23,88	23,03	20,75	20,75	19,34	19,34	19,3
Inter Islamic trade Finance Corporation	44,3	22,3	22,3	22,3	22,34	22,34	22,34	22,34	22,34	22,34	22,3
INTESA SANPAOLO SPA	66,1	62,3	62,3	62,3	56,40	56,40	56,40	52,67	52,67	52,67	48,5
Raiffeisen Bank Inter AG	5,5	5,4	5,4	5,4	5,40	5,40	5,40	5,27	5,27	5,27	5,3
SOCIETE GENERALE NEW YORK - EXIM BANK	29,3	26,1	25,8	26,3	24,15	23,92	23,24	22,85	22,72	22,96	21,9
Standard Chartered Londres	71,4	67,5	67,5	67,5	72,88	72,88	68,93	68,93	68,93	68,93	68,4
Total Général	8 297	8 153	8 068	8 129	8 084	8 017	8 121	8 019	7 950	7 985	8 052

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : CAA

Au 30 septembre 2023, l'encours de la dette bilatérale de l'Administration Centrale s'élève à 3 145 milliards de FCFA, principalement détenu par deux créanciers à savoir : (i) la Chine, dont l'encours de la dette est estimé à environ 2 046,6 milliards de FCFA, ce qui représente 25,4%

de la dette extérieure totale et 65,1% de la dette bilatérale ; (ii) et la France, dont l'encours de la dette est évalué à environ 801,4 milliards de FCFA, représentant 10,0% de la dette extérieure totale et 25,5% de la dette bilatérale.

L'encours de la dette commerciale quant à lui s'élève à 953,8 milliards de FCFA composé entre autres à : (i) 56,8% des Eurobonds émis en 2015 et 2021, d'une valeur de 542,0 milliards de FCFA, équivalant à 6,7% de la dette extérieure totale ; (ii) et à 9,4% de la dette due à la Bank of China, dont le montant s'élève à 89,5 milliards de FCFA, soit 1,1% de la dette extérieure.

II.1.2. DETTE INTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

Au 30 septembre 2023, l'encours de la dette intérieure de l'Administration Centrale, y compris les Restes à Payer (RAP) de plus de 3 mois, est estimé à 3 571 milliards de FCFA (12,5 % du PIB), en hausse de : 2,9% en glissement mensuel, 9,8% en glissement trimestriel (effet émissions de titres publics) et 8,9% en glissement annuel.

II.1.2.1. DETTE INTERIEURE HORS RESTES A PAYER

Le montant de la dette intérieure de l'Administration Centrale, hors Restes à Payer s'élève à 3 354,4 milliards de FCFA au 30 septembre 2023, représentant 93,9% de l'ensemble de la dette intérieure. Cet encours présente une variation positive de 10,8% par rapport à la même période de l'année dernière, et une hausse respective de 10,5 % et 3,1% en variation trimestrielle et mensuelle respectivement.

Tableau 3 : Encours de la dette intérieure hors Restes à Payer

Rubriques	30 septembre 2022 ***	31 octobre 2022***	30 novembre 2022***	31 décembre 2022 **	31 janvier 2023 ***	28 février 2023 ***	31 Mars 2023 ***	30 avril 2023 ***	31 mai 2023 ***	30 juin 2023 ***	31 juillet 2023 ***	31 août 2023 ***	30 septembre 2023 ***
Montant en Milliards de FCFA													
Titres Publics	1 553,2	1 562,3	1 552,2	1 552,2	1 569,2	1 601,2	1 560,6	1 553,6	1 505,3	1 526,5	1 702,4	1 718,9	1 838,4
Bons de Trésor Assimilable	186,9	176,5	231,2	231,2	248,2	289,2	220,0	240,5	240,7	246,9	246,2	242,7	327,2
OTA	1 031,3	1 050,8	1 036,0	1 036,0	1 036,0	1 036,0	1 055,5	1 028,0	979,5	994,5	1 171,1	1 191,1	1 226,2
OTA 2 ans	58,0	58,0	43,3	43,3	43,3	43,3	43,3	43,3	43,3	43,3	43,3	43,3	43,3
OTA 3 ans	35,0	35,0	35,0	35,0	35,0	35,0	35,0	35,0	35,0	35,0	35,0	35,0	35,0
OTA 4 ans	65,0	65,0	65,0	65,0	65,0	65,0	65,0	65,0	65,0	65,0	126,6	126,6	126,6
OTA 5 ans	633,2	633,2	633,2	633,2	633,2	633,2	633,2	633,2	633,2	633,2	633,2	633,2	633,2
OTA 6 ans	132,0	132,0	132,0	132,0	132,0	132,0	132,0	132,0	132,0	132,0	132,0	132,0	132,0
OTA 7 ans	72,7	72,7	72,7	72,7	72,7	72,7	72,7	72,7	72,7	72,7	72,7	72,7	72,7
OTA 10 ans	54,9	54,9	54,9	54,9	54,9	54,9	54,9	54,9	54,9	54,9	54,9	54,9	54,9
OT	335,0	335,0	285,0	285,0	285,0	285,0	285,0	285,0	285,0	285,0	285,0	285,0	285,0
ECMR 5,5% 2018-2023	100,0	100,0	50,0	50,0	50,0	50,0	50,0	50,0	50,0	50,0	50,0	50,0	50,0
ECMR 6,25% 2022-2029	235,0	235,0	235,0	235,0	235,0	235,0	235,0	235,0	235,0	235,0	235,0	235,0	235,0
Emprunt consolidé BEAC	576,9	576,9	576,9	576,9	576,9	576,9	576,9	576,9	576,9	576,9	576,9	576,9	576,9
Allocation de DTS (FMI-BEAC)	120,0	120,0	120,0	120,0	120,0	120,0	120,0	120,0	120,0	120,0	120,0	120,0	120,0
Dette Structurée	789,8	793,1	777,3	777,3	773,3	755,4	736,5	715,9	704,3	697,3	688,3	724,8	705,7
Dette Structurée Bancaire	416,0	412,7	399,6	411,0	409,5	402,2	387,0	373,8	366,3	351,5	345,6	338,7	326,4
Dette Bancaire Titrisée	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7
Dette Bancaire SONARA	43,6	43,6	42,3	41,4	40,4	37,6	35,8	35,8	34,6	32,8	32,8	31,6	29,8
ECOBANK	8,1	8,1	8,1	7,2	6,2	4,6	4,6	4,6	4,6	4,6	4,6	4,6	4,6
PLANUT 1	35,3	35,3	34,0	34,0	34,0	32,8	31,0	29,8	28,0	28,0	28,0	26,8	25,0
PLANUT 2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
BGFI	24,5	21,9	21,9	20,9	20,9	16,9	15,9	14,8	13,8	13,8	13,8	12,1	12,1
PLANUT	14,8	14,8	14,8	14,8	14,8	14,8	14,8	14,8	14,8	14,8	14,8	14,8	14,8
STADE JAPOMA	9,7	7,1	7,1	7,1	7,1	7,1	7,1	7,1	6,1	6,1	6,1	4,3	4,3
Banque Atlantique Cameroun (PLANUT)	212,5	213,5	201,6	221,9	221,9	215,4	209,5	205,6	201,6	195,7	191,7	185,2	185,2
PLANUT	105,9	105,9	94,0	90,0	90,0	86,1	82,1	78,2	74,2	70,3	66,3	62,3	62,3
Cession de créances GREEN OIL	5,2	5,2	5,2	5,2	5,2	5,2	5,2	5,2	5,2	5,2	5,2	5,2	5,2
Cession de créances PAK	76,7	77,7	77,7	78,7	78,7	78,7	78,7	78,7	78,7	78,7	78,7	78,7	78,7
Cession de créances PAK 2021	24,8	24,8	24,8	24,8	24,8	24,8	24,8	24,8	24,8	24,8	24,8	24,8	24,8
Cession de créances PAK 2022			23,3	23,3	23,3	23,3	23,3	23,3	23,3	23,3	23,3	23,3	23,3
UBA	6,4	6,4	6,4	6,4	6,4	6,4	6,4	4,3	4,3	4,3	4,3	4,3	4,3
STADE OLEMBE	6,4	6,4	6,4	6,4	6,4	6,4	6,4	4,3	4,3	4,3	4,3	4,3	4,3
CCA BANK	10,0	8,9	8,9	8,9	8,9	8,9	7,9	7,9	7,9	7,9	7,9	7,9	7,9
FCP crédit résiduel achèvement Stade OLEMBE	10,0	8,9	8,9	8,9	8,9	8,9	7,9	7,9	7,9	7,9	7,9	7,9	7,9
CREDIT FONCIER	30,2	29,5	29,5	28,5	27,5	27,5	26,9	25,9	25,9	25,9	25,9	25,9	25,9
LOGEMENTS SOCIAUX	12,0	12,0	12,0	11,0	10,5	10,0	10,0	9,5	9,5	9,5	9,5	9,5	9,5
SIC ETAT SIEGE	18,2	17,5	17,5	17,5	17,5	17,5	17,5	16,8	16,3	16,3	16,3	16,3	16,3
SCB	9,5	9,5	9,5	9,5	9,5	9,5	8,3	8,3	8,3	8,3	8,3	8,3	8,3
Préfinancé Et Douala	9,5	9,5	9,5	9,5	9,5	9,5	8,3	8,3	8,3	8,3	8,3	8,3	8,3
SOCIETE GENERALE CAMEROUN	77,7	77,7	77,7	71,7	71,7	71,7	67,8	64,6	64,6	55,2	55,2	55,2	51,3
Cession de créances ENEO 2020	34,9	34,9	34,9	31,1	31,1	31,1	27,3	27,3	27,3	24,4	24,4	24,4	19,4
Cession de créances ENEO 2021 - Pool de 6 banques	31,6	31,6	31,6	31,6	31,6	31,6	31,6	28,3	28,3	25,1	25,1	25,1	25,1
Dette structurée TOTAL CAMEROUN	11,3	11,3	11,3	9,0	9,0	9,0	9,0	9,0	9,0	8,8	8,8	8,8	6,8
Dette structurée non bancaire	373,7	380,3	377,7	368,2	363,8	353,2	349,5	342,1	337,7	345,8	342,7	386,1	379,3
Dette titrisée	53,9	53,6	53,5	53,5	50,1	47,5	42,9	41,5	41,5	41,5	39,5	37,1	37,1
Dette croisée et B.T.P titrisée	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,0	1,0
PAD	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0
SONARA	32,6	32,3	32,2	32,2	32,2	28,8	26,2	21,7	20,3	20,3	18,3	18,3	16,1
Dette non titrisée	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9
Dette B.T.P non titrisée	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7
Dette vis-à-vis des Ent. Publi. et Parapubliques	257,3	254,0	252,8	248,3	245,8	241,3	241,3	239,7	237,8	248,4	248,4	292,1	288,1
CNPS	132,2	132,2	132,2	132,2	132,2	132,2	132,2	132,2	132,2	132,2	132,2	132,2	132,2
ALLUCAM	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9
PAD	2,3	1,8	1,8	1,8	1,8	1,8	1,8	1,8	1,8	1,8	1,8	1,8	1,8
CAMTEL	35,0	33,0	33,0	29,0	27,0	23,0	23,0	22,3	22,3	22,3	22,3	22,3	66,0
CAMWATER	5,5	5,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5
EDC													
SOPECAM	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4
CDC/CAMWATER	18,7	18,7	18,7	18,7	18,7	18,7	18,7	18,7	18,7	18,7	18,7	18,7	18,7
CAMIRAIL	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1
SIC	31,4	31,4	31,4	31,4	31,4	31,4	31,4	30,9	30,4	30,4	30,4	30,4	30,4
SONATREL	25,8	25,8	25,8	25,8	24,3	24,3	24,3	23,3	23,3	23,3	23,3	23,3	23,3
Dette vis-à-vis des Ent. Privées	59,3	68,7	68,2	63,7	61,2	58,6	57,4	56,3	55,1	53,5	52,3	52,3	51,7
BENEFICIAL (priva.SOCAR)	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
ENEO	40,1	40,1	40,1	40,1	40,1	40,1	40,1	40,1	40,1	40,1	40,1	40,1	40,1
ENEO-HGD					0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
G.I.D.P.P.E	4,7	4,7	4,2	3,2	3,2	3,2	3,2	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7
PAC INTERNATIONAL	9,4	9,4	9,4	9,4	9,4	9,4	8,8	8,1	7,5	6,8	6,2	6,2	5,6
HYSCAM	6,2	6,											

Par instrument de dette, cet encours comprend : (i) 54,8% de titres publics, dont 66,7% d'OTA ; (ii) 21,0 % de dette structurée ; (iii) 17,2 % de la dette consolidée de la BEAC ;(iv) 5,4 % des Droits de Tirage Spéciaux (DTS); et (v) 1,6% de dette non structurée.

II.1.2.2. RESTES A PAYER

Au 30 septembre 2023, l'encours des RAP's est statique autour de 394 milliards de FCFA, dont 55,1% de RAP's de plus de 3 mois constatés à fin décembre 2022. Les travaux de consolidation sont en cours au ministère des finances et il est envisagé une opération de rachat d'une partie importante de cette catégorie de dette, à partir d'une mobilisation des emprunts extérieurs, afin de réduire son volume à un niveau supportable dans le budget de l'Etat au cours des prochaines années.

Tableau 4 : Encours des Restes à Payer

Libellé	30 septembre 2022***	31 Décembre 2022***	31 janvier 2023 ***	28 février 2023 ***	31 Mars 2023 ***	30 avril 2023 ***	31 mai 2023 ***	30 juin 2023 ***	31 juillet 2023 ***	31 août 2023 ***	30 septembre 2023 ***
Montants en milliards de FCFA											
Restes à Payer de plus de trois mois	252,2	216,9	216,9	216,9	216,9	216,9	216,9	216,9	216,9	216,9	216,9
BIENS ET SERVICES	75,2	61,7	61,7	61,7	61,7	61,7	61,7	61,7	61,7	61,7	61,7
INVESTISSEMENTS ET FONDS DE CONTREPARTIE	71,0	50,1	50,1	50,1	50,1	50,1	50,1	50,1	50,1	50,1	50,1
AUTRES DEPENSES DU PERSONNEL	9,4	6,2	6,2	6,2	6,2	6,2	6,2	6,2	6,2	6,2	6,2
AUTRES TRANSFERTS	41,4	30,1	30,1	30,1	30,1	30,1	30,1	30,1	30,1	30,1	30,1
SUBVENTION	28,5	21,0	21,0	21,0	21,0	21,0	21,0	21,0	21,0	21,0	21,0
PARTICIPATION ET RESTRUCTURATION	26,8	17,9	17,9	17,9	17,9	17,9	17,9	17,9	17,9	17,9	17,9
DETTE INTERIEURE RESEAU BUDGET	-	29,8	29,8	29,8	29,8	29,8	29,8	29,8	29,8	29,8	29,8
Restes à Payer de moins de trois mois	74,0	184,0	184,0	184,0	184,0	184,0	184,0	184,0	184,0	184,0	184,0
BIENS ET SERVICES	11,9	46,3	46,3	46,3	46,3	46,3	46,3	46,3	46,3	46,3	46,3
INVESTISSEMENTS ET FONDS DE CONTREPARTIE	6,1	20,7	20,7	20,7	20,7	20,7	20,7	20,7	20,7	20,7	20,7
AUTRES DEPENSES DU PERSONNEL	6,5	20,1	20,1	20,1	20,1	20,1	20,1	20,1	20,1	20,1	20,1
AUTRES TRANSFERTS	31,6	56,1	56,1	56,1	56,1	56,1	56,1	56,1	56,1	56,1	56,1
SUBVENTION	12,6	22,3	22,3	22,3	22,3	22,3	22,3	22,3	22,3	22,3	22,3
PARTICIPATION ET RESTRUCTURATION	5,5	18,5	18,5	18,5	18,5	18,5	18,5	18,5	18,5	18,5	18,5
DETTE INTERIEURE RESEAU BUDGET	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL Restes à Payer	326,3	394,0	394,0	394,0	394,0	394,0	394,0	394,0	394,0	394,0	394,0

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : DGTFCM/CAA/CNDP

II.2. DETTE DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLIC

A fin septembre 2023, la dette directe des Entreprises et Établissements Publics est évaluée à 877 milliards de FCFA, soit 3,1% du PIB. Cette dette comprend 58,3% de dette extérieure et 41,7% de dette intérieure.

II.2.1. DETTE INTÉRIEURE DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS

A fin septembre 2023, la dette des Entreprises et Établissements Publics due aux créanciers intérieurs est estimée à 366,1 milliards de FCFA (soit 1,3% du PIB). Cet encours enregistre une diminution successive de 0,6% par rapport au mois d'août 2023, de 1,7% en glissement trimestriel et de 7,7% par rapport à septembre 2022. La dette intérieure des Entreprises et Établissements Publics est principalement dominée par l'endettement de la SONARA, qui regroupe à la fois une dette bancaire et une dette fournisseurs, pour un montant de 250,6 milliards de FCFA et représentant 68,2% de la dette intérieure des entreprises publiques.

Tableau 5 : Encours de la dette intérieure des entreprises et établissements publics

Dettes financières Intérieures des entreprises publiques et parapubliques	30 septembre 2022***	31 décembre 2022***	31 janvier 2023 ***	28 février 2023 ***	31 mars 2023 ***	30 avril 2023 ***	31 mai 2023 ***	30 juin 2023 ***	31 juillet 2023 ***	31 août 2023 ***	30 septembre 2023 ***
Montants en Milliards de FCFA											
SCDP	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SONARA	271,1	266,1	264,5	262,8	261,1	259,4	257,7	255,9	254,1	252,4	250,6
SONARA Dette Bancaire	242,3	237,3	235,6	234,0	232,3	230,5	228,8	227,1	225,3	223,6	221,8
SONARA Dette Fournisseur	28,8	28,8	28,8	28,8	28,8	28,8	28,8	28,8	28,8	28,8	28,8
CAMAIR-CO	62,4	62,4	62,4	62,4	62,4	62,4	62,4	62,4	62,4	62,4	62,4
CAMTEL	27,2	24,4	23,8	21,8	21,5	20,9	18,9	18,7	18,1	16,1	15,8
CAMWATER	5,2	5,2	5,2	5,2	5,2	5,2	5,2	5,2	5,2	5,2	5,2
CDC	9,4	9,4	9,4	9,4	9,4	9,4	9,4	9,4	9,4	9,4	9,4
FEICOM	N/D	7,6	7,6	7,6	7,6	7,6	7,6	7,6	7,6	7,6	7,6
MEAO	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
PAD	16,5	15,1	14,7	14,4	14,3	13,9	13,8	13,6	13,0	12,7	12,4
SIC	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5
SODEPA	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D
Total Dette Intérieure	394,4	392,8	390,1	386,2	384,1	381,4	377,5	375,4	372,4	368,4	366,1

*** données provisoires non exhaustives - en cours de finalisation

Source : CAA/CTR

II.2.2. DETTE EXTÉRIEURE DIRECTE DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS

Au 30 septembre 2023, l'endettement extérieur direct des Entreprises et Établissements Publics dûment répertorié est estimé à 511,0 milliards de FCFA, incluant les dettes des fournisseurs ainsi que celles relatives à l'exploitation de la SONARA et de la CAMAIR-CO. Cette dette est en augmentation de 1,4% par rapport au mois précédent et de 1,0% en glissement trimestriel, contre une baisse de 8,2% en glissement annuel.

Tableau 6 : Encours de la dette extérieure des entreprises et établissements publics.

Dettes financières extérieures des entreprises publiques et parapublique	30 septembre 2022***	31 décembre 2022 ***	31 janvier 2023 ***	28 février 2023 ***	31 mars 2023 ***	30 avril 2023 ***	31 mai 2023 ***	30 juin 2023 ***	31 juillet 2023 ***	31 août 2023 ***	30 septembre 2023 ***
ADC	13,1	11,8	11,8	11,8	11,8	11,8	11,8	11,8	11,8	11,8	11,8
SODECOTON	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SONARA	466,6	433,9	427,3	432,6	424,6	420,0	426,6	419,3	416,1	418,6	425,5
CAMAIR-CO	61,6	61,6	61,6	61,6	61,6	61,6	61,6	61,6	61,6	61,6	61,6
PAD	15,5	15,0	14,6	13,8	13,8	13,3	13,3	13,3	12,9	12,1	12,1
TOTAL	556,8	522,3	515,3	519,9	511,8	506,7	513,2	506,0	502,4	504,2	511,0

* données définitives *** données

Source : CTR/CAA

II.3. PASSIFS CONDITIONNELS EXPLICITES DE L'ÉTAT

Les passifs conditionnels explicites de l'État se chiffrent à 4 941 milliards de FCFA au 30 septembre 2023. Ces passifs sont constitués de 0,2% de dette garantie et 99,8% des Partenariats Publics-Privés en cours.

II.3.1. DETTE AVALISÉE PAR L'ÉTAT

À fin septembre 2023, l'encours de la dette avalisée par l'État est évalué à 9,9 milliards de FCFA, représentant 0,03% du PIB, en diminution de 42,4 % en glissement annuel et statistique depuis plus d'un trimestre.

Tableau 7 : Encours de la dette avalisée par l'État

N°	TYPE DE DETTE	CREANCIER	ENTREPRISE BÉNÉFICIAIRE	Encours au 30 septembre 2022 ***	Encours au 31 décembre 2022 **	31 janvier 2023 ***	28 février 2023 ***	31 mars 2023 ***	30 avril 2023 ***	31 mai 2023 ***	30 juin 2023 ***	Encours au 31 juillet 2023 ***	Encours au 31 août 2023 ***	Encours au 30 septembre 2023 ***
1	Bilatéral	AFD	PAD	1,3	0,8	0,8	0,8	0,8	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
2	Multilatéral	AFDB	DPDC	1,2	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,3	0,3	0,3	0,3
3	Commercial	FMO	DPDC	1,2	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,3	0,3	0,3	0,3
4	Commercial	IFC	DPDC	1,2	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,3	0,3	0,3	0,3
5	Commercial	AFDB	KPDC	5,2	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	3,7	3,7	3,7	3,7	3,7
6	Commercial	BDEAC	KPDC	1,8	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3
7	Commercial	EIB	KPDC	5,2	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	3,7	3,7	3,7	3,7	3,7
TOTAL EN MILLIARDS DE FCFA				17,2	13,1	13,1	13,1	13,1	12,5	10,8	9,9	9,9	9,9	9,9

* données définitive * données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : CAA

II.3.2. PARTENARIAT PUBLIC PRIVÉ (PPP)

Au 30 septembre 2023, après la réactualisation du recueil des contrats concrétisés sous les auspices du régime général des Partenariats Publics-Privés du Conseil d'Appui à la Réalisation des Contrats de Partenariat (CARPA) et la prise en compte des autres partenariats public-privé en cours de réalisation, le montant des investissements contractés à effectuer selon le modèle des partenariats public-privé (à l'exception du projet de construction de la voie ferrée reliant le Cameroun au Congo, échelonné sur plusieurs phases, et dont le coût global est estimé à 5400 milliards de FCFA, est estimé à 4 931,1 milliards de FCFA, soit près de 17,8% du PIB.

Les PPP actifs suivis au niveau du CARPA (extrait de rapport sur les coûts des risques budgétaires générés par les projets exécutés en PPP), portent sur 11 projets en cours d'exécution d'un montant global de 2 242,5 milliards de FCFA (8,1% du PIB) pour les projets relevant du régime général.

Outre ces investissements, plusieurs contrats sont menés à bien conformément aux lois sectorielles et ne figurent pas dans les registres du CARPA, de 2 688,5 milliards de FCFA (soit 9,7% du PIB).

Tableau 8 : Liste des projets signés sous forme de PPP

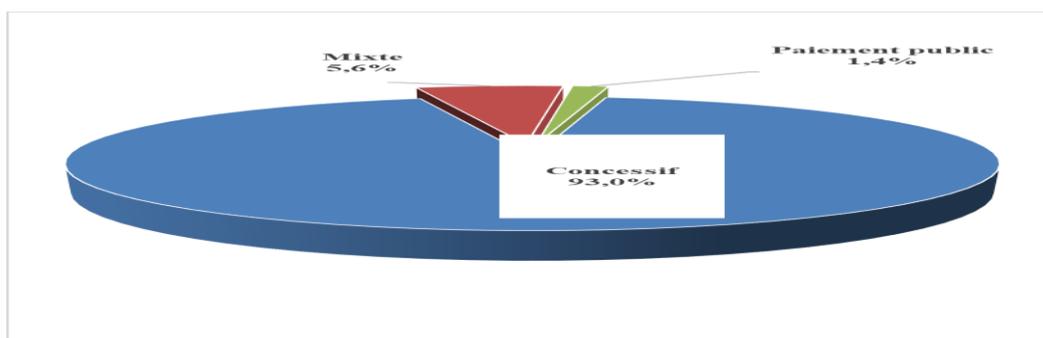
Objet du projet	Partenaire public	Date de signature	Type de PPP	Montant de l'investissement au 30 septembre 2022 ***	Montant de l'investissement au 31 Décembre 2022 ***	Montant de l'investissement au 31 Janvier 2023 ***	Montant de l'investissement au 28 Février 2023 ***	Montant de l'investissement au 31 Mars 2023 ***	Montant de l'investissement au 30 avril 2023 ***	Montant de l'investissement au 31 mai 2023 ***	Montant de l'investissement au 30 juin 2023 ***	Montant de l'investissement au 31 juillet 2023 ***	Montant de l'investissement au 31 août 2023 ***	Montant de l'investissement au 30 septembre 2023 ***
				Montant en milliards de FCFA										
1	Modernisation du système informatique de la Douane au Cameroun	MINFI	signé le 04/09/2015, et entré en vigueur le 01/06/2017	Paiement public	30,4	30,4	30,4	30,4	30,4	30,4	30,4	30,4	30,4	30,4
2	Kiosques urbains dans la ville de Douala (1400 kiosques)	CUD		Concessif	6,8	6,8	6,8	6,8	6,8	6,8	6,8	6,8	6,8	6,8
3	Construction de 6 immeubles de rapport à Okolo-Yaoundé	CNPS	13/04/2017	Mixte	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11
4	Autoroute Krébi-Lobé	MINTP	30/12/2020	Mixte	66,6	66,6	66,6	66,6	66,6	66,6	66,6	66,6	66,6	66,6
5	Projet de mise en place de la couverture santé universelle	MINSANTE	27/08/2020	Concessif	63,47	63,47	63,47	63,47	63,47	63,47	63,47	63,47	63,47	63,47
6	Construction de 14 postes de péage dans les principaux axes routiers du Cameroun	MINTP	18/05/2020	Paiement public	36	36	36	36	36	36	36	36	36	36
7	Financement, conception, construction, exploitation et maintenance Kiosques multifonctions pour la ville de Yaoundé	CUY		Concessif	3,7	3,7	3,7	3,7	3,7	3,7	3,7	3,7	3,7	3,7
8	Projet de financement, conception, construction, aménagement, exploitation et maintenance d'entrepôts publics au Port de Douala-Borabéti	CCIMA	01/06/2022	Concessif	4,18	4,18	4,18	4,18	4,18	4,18	4,18	4,18	4,18	4,18
9	Contrôle des axes routiers en vue de la réduction des accidents	MINT	18/02/2022	Concessif	11,7	11,7	11,7	11,7	11,7	11,7	11,7	11,7	11,7	11,7
10	Projet de réalisation de Centres hospitaliers ambulatoires à Bertoua et à Douala	MINSANTE	02/12/2021	Concessif	7,7	7,7	7,7	7,7	7,7	7,7	7,7	7,7	7,7	7,7
11	Projet de construction du chemin de fer reliant MBALAM au port de Kribi	MINT	24/02/2022	Concessif	2001,0	2001,0	2001,0	2001,0	2001,0	2001,0	2001,0	2001,0	2001,0	2001,0
Total (CARPA)					2 242,5	2 242,5	2 242,5	2 242,5	2 242,5	2 242,5	2 242,5	2 242,5	2 242,5	2 242,5
1	Projet de construction du barrage hydroélectrique de NAATCHICAL	NHPC - Neshigal Hydro Power Company	01/11/2018	Concessif	787,1	787,1	787,1	787,1	787,1	787,1	787,1	787,1	787,1	787,1
2	Projet de construction du Terminal à conteneur du Port de Kribi	MINT et PAK	27/07/2017	Concessif	725,478	725,5	725,5	725,5	725,5	725,5	725,5	725,5	725,5	725,5
3	construction de magasin de Cale	PAK	01/07/2021	Concessif	16	16,0	16,0	16,0	16,0	16,0	16,0	16,0	16,0	16,0
4	Projet de construction du Terminal minier du Port de Kribi	MINT et PAK	25/02/2022	Concessif	202,4	202,4	202,4	202,4	202,4	202,4	202,4	202,4	202,4	202,4
5	Construction du Terminal à marchandises générales	PAK	12/07/1905	Concessif	266,6	266,6	266,6	266,6	266,6	266,6	266,6	266,6	266,6	266,6
6	Construction, gestion et maintenance du marché 3 Douala	Communauté Urbaine de Douala	12 septembre 2012	Concessif	27,8	27,8	27,8	27,8	27,8	27,8	27,8	27,8	27,8	27,8
7	Réhabilitation du laboratoire central de l'hôpital général de Yaoundé	Hôpital Général de Yaoundé	17 août 2015	Paiement public	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1
8	Approvisionnement supplémentaire de 50 000 m ³ d'eau par jour dans la ville de Yaoundé	ETAT/ Ministère de l'Eau et de l'Energie	01/12/2014	Concessif	26	26,0	26,0	26,0	26,0	26,0	26,0	26,0	26,0	26,0
9	Transport urbain de masse dans la ville de Yaoundé	MINT/CDU	31/08/2016	Mixte	17	17,0	17,0	17,0	17,0	17,0	17,0	17,0	17,0	17,0
10	Réhabilitation de la blanchisserie de l'Hôpital Général de Douala	HGD	12/10/2017	Paiement public	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
11	Réhabilitation, exploitation et maintenance de l'immeuble CNPS Avenue de Galle à Douala	Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS)	23 octobre 2017	Concessif	13	13,0	13,0	13,0	13,0	13,0	13,0	13,0	13,0	13,0
12	Gare routière de SOUHO	CUD	28/07/2017	Concessif	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2
13	Autoroute Kribi-Lobé	MINTP	30/12/2020	Mixte	183,4	183,4	183,4	183,4	183,4	183,4	183,4	183,4	183,4	183,4
14	Projet d'exploitation industrielle du gisement de fer Lobé-Kribi	MINMIDT	06/05/2022	Concessif	420	420,0	420,0	420,0	420,0	420,0	420,0	420,0	420,0	420,0
15	Pour Mémoire, le projet de construction du chemin de fer Cameroun-Congo constitué pour la partie camerounaise des phases G-après : (i) Projet de construction du Terminal minier du Port de Kribi d'un montant de 202,4 milliards de FCFA; (ii) projet de construction du chemin de fer reliant MBALAM au port de Kribi d'un montant de 2 001,0 milliards de FCFA	MINT et PAK	06/05/2022	concessif	5400	5400,0	5400,0	5400,0	5400,0	5400,0	5400,0	5400,0	5400,0	5400,0
Total Général					4 931,1	4 931,1	4 931,1	4 931,1	4 931,1	4 931,1	4 931,1	4 931,1	4 931,1	4 931,1

Source : CAA/CARPA/CNDP

En termes de répartition, le montant des PPP signés au 30 septembre 2023 provient à 93,0% des PPP de type concessoif, 5,6% des PPP mixtes et 1,4% des PPP à Paiement public.

Le renforcement du cadre réglementaire en perspective, avec l'approbation de la nouvelle loi sur les PPP par le Parlement vise effectivement à contenir ces engagements et à réduire les risques inhérents afin que les financements sous forme de PPP soient véritablement considérés comme une alternative importante pour la réalisation des grands projets structurants qui garantissent une réelle rentabilité socioéconomique et financière, nécessaire pour la réalisation de la SND30 et de la vision d'un Cameroun émergent à l'horizon 2035.

Graphique 3 : répartition du montant total des PPP en juin 2023 selon ses différentes formes



Sources : CAA/CARPA/CNDP

III. SERVICE DE LA DETTE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

Durant le mois de septembre 2023, l'État du Cameroun a réglé un montant de 98,1 milliards de FCFA au titre du service de la dette, hors Restes à Payer et BTA, dont 74,0 milliards de FCFA de principal et 24,1 milliards de FCFA d'intérêts.

Près de 73,6% de ce service fut destinée au remboursement de la dette extérieure, tandis que 26,4% affectée au règlement de la dette intérieure.

Le cumul de la dette réglée de janvier à septembre 2023 s'élève à 896,1 milliards de FCFA dont 76,7% de remboursement du principal et 23,3% de remboursement d'intérêts et commissions.

Tableau 9 : Service de la dette publique

(Montant en milliards de FCFA)	Cumul Service effectif Janvier - Décembre 2022 *			Service effectif Janvier 2023 **	Service effectif Février 2023 **	Service effectif Mars 2023 ***	Service effectif Avril 2023 ***	Service effectif Mai 2023 ***	Service effectif Juin 2023 ***	Service effectif Juillet 2023 ***	Service effectif Août 2023 ***	Service effectif Septembre 2023 ***			Cumul service effectif Janvier - Septembre 2023 ***		
	Principal	Intérêt	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total
Dettes extérieures	574,3	169,5	743,8	143,3	35,0	62,6	46,0	27,0	56,2	164,9	37,2	54,8	15,7	70,5	470,8	171,9	642,7
Multilatérale	57,0	25,5	82,5	10,9	15,3	18,9	2,9	14,8	16,8	10,6	16,7	12,8	6,4	19,2	87,7	38,3	126,0
Bilatérale	355,8	93,5	449,3	123,7	9,1	27,3	37,2	3,7	33,9	124,7	9,4	28,1	6,2	34,3	317,0	86,2	403,2
Commerciale	161,5	50,6	212,0	8,7	10,6	16,4	5,9	8,5	5,6	29,6	11,2	13,9	3,0	16,9	66,0	47,4	113,4
Dettes Intérieures (hors RAP)	405,8	53,6	459,3	8,6	21,6	21,0	60,9	66,5	26,3	11,1	9,7	19,2	8,5	27,7	216,3	37,1	253,4
Titres publics (hors BTA)	209,2	20,3	229,4	-	-	-	35,0	52,4	6,4	-	-	-	6,5	6,5	83,5	16,8	100,3
Emprunt consolidé BEAC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes structurées	190,0	33,3	223,3	7,5	21,6	20,8	25,6	14,1	20,0	11,0	9,3	19,0	2,0	21,0	130,6	20,3	150,9
Dettes non structurées	6,6	-	6,6	1,1	-	0,2	0,3	0,0	-	0,1	0,4	0,2	-	0,2	2,2	-	2,2
Total Dette Publique	980,1	223,1	1 203,2	151,9	56,6	83,6	106,9	93,5	82,5	176,0	46,9	74,0	24,1	98,1	687,1	209,0	896,1

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : CAA

Pour le troisième trimestre de l'année 2023, il est prévu le règlement d'un service de 386,8 milliards de FCFA, dont 306,4 milliards de FCFA au titre de la dette extérieure et 80,4 milliards de FCFA au titre de la dette intérieure.

III.1. SERVICE DE LA DETTE EXTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

Au cours du mois de septembre 2023, un montant de 70,5 milliards de FCFA a été déboursé par l'État aux fins de remboursement de sa dette extérieure. Ces remboursements portent le cumul du service de la dette sur les trois premiers trimestres à 642,7 milliards de FCFA, dont 73% de principal. Il convient de relever que toutes les échéances du service de la dette extérieure sont payés à bonne date.

Tableau 10 : Service de la dette extérieure

(Montant en milliards de FCFA)	Cumul Service effectif Janvier - Décembre 2022 *			Service effectif Janvier 2023 **	Service effectif Février 2023 **	Service effectif Mars 2023 ***	Service effectif Avril 2023 ***	Service effectif Mai 2023 ***	Service effectif Juin 2023 ***	Service effectif Juillet 2023 ***	Service effectif Août 2023 ***	Service effectif Septembre 2023 ***			Cumul service effectif Janvier - Septembre 2023 ***		
	Principal	Intérêt	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total
Bailleurs	57,0	25,5	82,5	10,9	15,3	18,9	2,9	14,8	16,8	10,6	16,7	12,8	6,4	19,2	87,7	38,3	126,0
Multilatéral	57,0	25,5	82,5	10,9	15,3	18,9	2,9	14,8	16,8	10,6	16,7	12,8	6,4	19,2	87,7	38,3	126,0
BAD	12,8	3,6	16,4	0,0	4,0	7,5	0,2	4,9	0,7	0,0	5,1	5,1	2,9	8,0	18,7	11,7	30,4
BADFA	1,8	0,4	2,2	0,1	0,0	0,7	0,0	0,3	0,1	0,0	0,6	0,1	0,7	1,7	0,3	2,1	
RDEAC	4,0	2,5	6,5	-	1,0	-	-	-	3,0	-	1,0	-	-	-	3,4	1,6	5,0
REI	4,0	0,6	4,6	-	0,2	0,8	0,3	-	1,1	-	0,2	0,6	0,1	0,8	2,7	0,5	3,2
BID	5,4	0,8	6,2	0,1	0,3	-	0,0	-	3,9	0,1	0,3	-	-	-	3,5	1,0	4,5
BIRD	-	2,1	2,1	-	-	-	-	4,6	-	-	-	-	-	-	-	4,6	4,6
FAD	5,1	3,0	8,2	0,1	1,1	1,5	1,1	0,5	0,1	0,1	1,3	1,0	0,6	1,6	4,3	3,0	7,3
FED	0,2	0,0	0,2	-	-	-	-	0,1	-	-	-	-	-	-	0,1	0,0	0,1
FIDA	1,3	0,4	1,8	-	0,4	0,5	0,1	-	-	-	0,4	0,2	0,1	0,3	1,2	0,5	1,7
FMI	-	-	-	10,2	1,4	-	-	1,7	6,6	9,9	-	-	-	-	26,8	3,1	30,0
FSN	0,1	0,0	0,1	-	-	-	-	0,1	-	-	-	-	-	-	0,0	0,0	0,1
FSOPEP	3,0	0,5	3,5	0,1	0,1	0,1	0,7	0,4	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	1,6	0,2	1,9
IDA	19,2	11,5	30,6	0,2	6,8	7,8	0,5	2,5	0,9	0,2	8,4	5,2	2,6	7,8	23,5	11,7	35,2
Bilatéral	355,8	93,5	449,3	123,7	9,1	27,3	37,2	3,7	33,9	124,7	9,4	28,1	6,2	34,3	317,0	86,2	403,2
AFD	64,1	9,6	73,7	0,4	-	6,5	18,3	0,6	14,2	0,3	-	6,1	0,4	6,5	41,6	5,3	46,9
BELGIQUE	1,0	-	1,0	-	-	-	-	-	0,1	-	-	-	-	-	0,1	-	0,1
EXIMBANK CHINE	202,4	54,2	256,6	122,5	-	18,1	10,0	-	-	123,7	-	18,4	3,9	22,3	228,9	67,6	296,5
EXIMBANK CORREE	1,2	0,3	1,5	0,0	-	-	-	0,6	0,3	-	-	-	-	-	0,6	0,2	0,8
EXIMBANK INDE	4,5	3,4	7,9	-	0,1	0,0	4,1	0,9	0,1	0,0	0,2	2,7	1,9	4,5	6,1	3,8	9,9
EXIMBANK USA	-	-	-	-	-	1,7	-	1,6	-	-	-	-	-	-	2,8	0,6	3,4
EXIMBANK Turquie	11,6	4,1	15,6	-	8,8	-	-	0,0	-	-	9,0	0,1	0,1	11,3	6,5	17,9	
FKDEA	1,7	0,3	2,0	0,2	0,2	-	0,5	-	-	0,2	0,2	-	-	1,0	0,2	1,3	
France	59,8	20,6	80,4	-	-	-	4,3	-	15,4	-	-	-	-	18,2	1,5	19,7	
FSD	0,8	0,2	1,0	0,2	-	0,4	-	-	-	0,2	-	0,4	0,0	0,4	1,1	0,1	1,2
HERMES	0,6	0,1	0,8	-	-	-	-	-	0,4	-	-	-	-	0,4	0,0	0,4	
JICA	1,3	0,2	1,6	-	-	0,6	0,0	-	0,1	-	-	0,5	0,0	0,5	1,1	0,2	1,3
KfW	0,8	0,1	0,9	-	-	-	-	-	0,6	-	-	-	-	0,5	0,1	0,6	
SERV	0,3	0,0	0,3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,1	0,0	0,1	
Norvège (EKSPORTKREDITT NORGE SA)	4,4	0,3	4,7	-	-	-	-	-	2,3	-	-	-	-	2,2	0,1	2,3	
Espagne (ICO)	1,3	0,0	1,3	0,4	-	-	-	-	0,1	0,4	-	-	-	0,8	0,0	0,9	
Commerciale	161,5	50,6	212,0	8,7	10,6	16,4	5,9	8,5	5,6	29,6	11,2	13,9	3,0	16,9	66,0	47,4	113,4
AFRICAN EXPORT IMPORT BANK	-	-	-	-	-	-	-	0,5	-	-	-	-	-	-	0,5	0,5	
Bank of China	21,1	6,0	27,1	0,2	10,2	3,5	-	-	0,0	0,2	10,9	2,9	0,6	3,4	20,9	7,5	28,3
BELFIUS BANQUE SA	6,5	1,5	8,0	0,1	0,3	3,1	0,5	0,7	-	0,1	0,3	2,6	0,6	3,1	7,0	1,3	8,3
Commerzbank	-	0,0	0,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
DEUTSCHE BANQUE ESPAGNE	12,4796	1,3148	13,8	3,8	-	0,1	1,1	2,5	-	1,7	-	-	0,0	0,0	8,0	1,2	9,3
Eurobond N°1 et N°2	-	34,5	34,5	-	-	-	3,9	-	27,1	-	-	-	-	-	-	31,0	31,0
INTESA/CLIFFORD	19,2	2,5	21,7	-	-	6,5	-	-	4,2	0,0	-	4,2	0,4	4,6	13,8	1,5	15,3
ITFC	82,1	1,0	83,1	4,5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4,3	0,2	4,5
RAIFFESEN BANK	0,3	0,1	0,3	-	-	-	-	-	0,2	-	-	-	-	-	0,1	0,0	0,2
Société Générale / Eximbank USA	5,6	0,6	6,2	-	-	-	-	-	-	-	-	1,6	1,1	2,7	1,6	1,1	2,7
STANDARD CHARTERED BANK	9,1	1,8	10,9	0,2	0,0	0,7	0,3	4,8	0,0	0,5	0,0	0,6	0,1	0,7	5,1	2,1	7,2
BMCE Bank	5,2	1,2	6,3	0,0	0,0	2,5	-	-	1,1	-	-	2,2	0,2	2,4	5,2	0,9	6,1
Total Général	574,3	169,5	743,8	143,3	35,0	62,6	46,0	27,0	56,2	164,9	37,2	54,8	15,7	70,5	470,8	171,9	642,7

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : CAA

III.2.2. VARIATION DES RESTES A PAYER

Dans l'attente de la consolidation effective du stock des Restes à Payer par le Trésor, le stock estimé au 31 décembre 2022 est maintenu à fin septembre 2023 à 394 milliards de FCFA, dont 216,9 milliards de FCFA des RAP de plus de 3 mois. Soit une variation nulle sur les 9 premiers mois. Cers RAP devraient considérablement baisser d'ici la fin d'année 2023.

Tableau 12 : Variations mensuelles des Restes à Payer de plus de trois mois

Libellé	30 septembre 2022***	31 Décembre 2022***	31 Janvier 2023 ***	28 février 2023 ***	31 Mars 2023 ***	30 avril 2023 ***	31 mai 2023 ***	30 Juin 2023 ***	31 Juillet 2023 ***	31 août 2023 ***	30 septembre 2023 ***
Montants en milliards de FCFA											
Restes à Payer de plus de trois mois	252,2	216,9	216,9	216,9	216,9	216,9	216,9	216,9	216,9	216,9	216,9
BIENS ET SERVICES	75.2	61.7	61.7	61.7	61.7	61.7	61.7	61.7	61.7	61.7	61.7
INVESTISSEMENTS ET FONDS DE CONTREPARTIE	71.0	50.1	50.1	50.1	50.1	50.1	50.1	50.1	50.1	50.1	50.1
AUTRES DEPENSES DU PERSONNEL	9.4	6.2	6.2	6.2	6.2	6.2	6.2	6.2	6.2	6.2	6.2
AUTRES TRANSFERTS	41.4	30.1	30.1	30.1	30.1	30.1	30.1	30.1	30.1	30.1	30.1
SUBVENTION	28.5	21.0	21.0	21.0	21.0	21.0	21.0	21.0	21.0	21.0	21.0
PARTICIPATION ET RESTRUCTURATION	26.8	17.9	17.9	17.9	17.9	17.9	17.9	17.9	17.9	17.9	17.9
DETTE INTERIEURE RESEAU BUDGET		29.8	29.8	29.8	29.8	29.8	29.8	29.8	29.8	29.8	29.8

Source : CAA/CNDP

IV. EVOLUTION DES ENGAGEMENTS ET DES NOUVEAUX EMPRUNTS DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

IV.1. NOUVEAUX ENGAGEMENTS SIGNES

Aucune nouvelle convention n'a été signée par le Gouvernement durant le mois de septembre 2023. Toutefois, le cumul des engagements contractés depuis le début de l'année en cours se chiffre à 321 milliards de FCFA dont 84,4% de d'emprunts non concessionnels et 15,6% d'emprunts concessionnels.

Pour mémoire, le plafond des nouveaux engagements extérieurs, sur la base des prêts projets à contracter en 2023, est fixé à 674 milliards de FCFA, correspondant à une valeur actuelle de 426 milliards de FCFA.

Tableau 13 : Engagements signés de janvier à septembre 2023

N°	Nom du projet	Date signature du décret	Date signature de la convention	Baillleur	Devise	Montants en millions de devise	Montants en Milliards de FCFA à la date de signature	Montants en Milliards de FCFA (évaluation au 31/08/23)	Taux d'intérêt	Maturité (en années)	Période de grace (en années)	Concessionnalité	Instruments
1	Phase III du projet d'électrification rurale par système photovoltaïque (200 localités)	06/02/2023	07/03/2023	AFREXIMBANK	EUR	53,00	34,77	34,77	euribor3m+6%	7	2	Non concessionnel	EUR_10
2	Financement additionnel du projet de préparation et de réponse au covid-19	06/01/2023	12/04/2023	IDA	DTS	21,17	16,51	17,02	1,09%	30	5	Concessionnel	EUR_3
3	Financement du Projet présidentiel de reconstruction et de développement des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest	06/02/2023	11/05/2023	BID	EUR	33,25	21,81	21,81	Swap Eur 10Y + 1,65%	20	3	Non concessionnel	EUR_6
4	Financement mourabaha pour l'achat d'alumine et autres patieres premieres et leur vent en Republique du Cameroun	08/02/2023	12/05/2023	ITFC	USD	15,00	9,00	9,04	SOFRA + 3%	1 an	2 mois	Non concessionnel	USD_12
5	projet d'acquisition des équipements au profit du corps national des sapeurs-pompiers		29/05/2023	France	EUR	50,00	32,80	32,80	0,02%	35 ans	14 ans	Concessionnel	EUR_3
6	Projet de Gouvernance des Finances Publiques (PAGFIP)	26/05/2023	06/06/2023	BAD	UC	11,60	9,50	9,33				Non concessionnel	EUR_5
7	Projet de renouvellement femovaire Belabo-Ngaoundere	08/09/2023	08/09/2023	AFD	EUR	126,00	82,65	82,65		25	7	Non concessionnel	EUR_5
8	Projet de developpement de la chaine de valeur du riz au Cameroun	04/08/2023	04/08/2023	BID	USD	12,05	9,82	9,69	0,00%	25 ans	7 ans	Non concessionnel	USD_7
9	Projet de developpement de la chaine de valeur du riz au Cameroun	04/08/2023	04/08/2023	BID	EUR	64,45	42,28	42,28	Euro midwap 10Y + 1,65%	20 années	5 années	Non concessionnel	USD_7
10	Projet de construction de la route Olounou - Ovang Phase 1	10/08/2022	10/08/2023	Deutsche Bank	EUR	93,89	61,59	61,59	CIRR + 0,74%	13 années	3 années	Non concessionnel	EUR_10

TOTAL	320,7	321,0
<i>dont (1) prêts projets</i>	320,7	321,0
<i>non concessionnel</i>	271,4	271,2
<i>concessionnel</i>	49,3	49,8
(2) appuis budgétaires	-	-

Source : CAA/CNDP

IV.2. DECRETS D'HABILITATION

Au cours du mois de septembre 2023, aucun décret d'habilitation n'a été signé par le Chef de l'Etat. Ainsi, le montant des décrets en instance, en attente de signature de conventions y afférentes, est estimé à environ 403,1 milliards de FCFA au 30 septembre 2023.

Tableau 14 : Décrets d'habilitation signés en instance à fin septembre 2023

N°	Nom du projet	Date du décret	Bailleur	Devise	Montants en millions de devise	Montants en Milliards de FCFA affichés dans la publication	Montants en Milliards de FCFA (évaluation au 30 septembre 2023)	Concessionnalité
1	Projet d'extension au plan national du système intelligent de vidéosurveillance urbaine (phase II)	29/12/2021	China Construction Bank	EUR	50,0	32,8	32,9	Non concessionnel
2	Projet de Construction de la route Olama-Kribi, tronçon Bingambo-Grand-Zambi	14/06/2022	FADD	USD	3,0	1,7	1,9	Non concessionnel
4	Projet de construction de la route Ebolowa-Akomil-Kribi	04/08/2023	Standard Chartered Bank	EUR	198,8	130,4	130,4	Non concessionnel
7	Projet d'aménagement de 15 280 hectares de périmètres hydroagricoles dans la localités de Mbéré, Vina et du Faro et Deo, Région de l'Adamaoua	04/08/2023	Standard Chartered Bank	EUR	2,9	1,9	1,9	Non concessionnel
8	Projet d'aménagement de 15 280 hectares de périmètres hydroagricoles dans la localités de Mbéré, Vina et du Faro et Deo, Région de l'Adamaoua	04/08/2023	Standard Chartered Bank	EUR	76,2	50,0	50,0	Non concessionnel
	Projet Gouvernance Locale et Communautés Résilientes	22/08/2023	IDA	USD	300,0	189,2	186,0	Concessionnel
GRAND TOTAL						406,0	403,1	

Source : CAA/CNDP

IV.3. DECAISSEMENTS DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

Durant le mois de septembre 2023, les fonds mobilisés dans le cadre des emprunts publics se sont élevés à 76,7 milliards de FCFA, dont 53,7% de tirages intérieurs et 46,3% de décaissements extérieurs.

Ainsi, le cumul des décaissements effectués depuis le début de l'année avoisine 619,1 milliards de FCFA, dont 58,2% de ces décaissements effectués auprès des bailleurs de fonds nationaux, et 41,8% mobilisés sur ressources extérieures.

IV.3.1. Décaissements sur financements extérieurs

Au cours du mois de septembre 2023, les décaissements effectués sur les emprunts extérieurs ont été de 21,2 milliards de FCFA. Plus de 96,6% de ces décaissements ont été effectués auprès des bailleurs de fonds multilatéraux, tandis que 3,4% provenaient des bailleurs bilatéraux.

Ainsi, le cumul des fonds extérieurs mobilisés de janvier à septembre 2023 porte sur montant total de 378,2 milliards de FCFA, dont 79,4% de tirages sur les bailleurs multilatéraux, 18,2% ont été obtenus auprès des bailleurs bilatéraux et 2,4% proviennent des créanciers commerciaux.

IV.3.1.1. Décaissements par bailleur

L'étude de la répartition des tirages par bailleur révèle qu'au cours du mois de septembre 2023, les décaissements sur ressources extérieures ont été essentiellement effectués auprès de la BID pour 67,4% et de l'IDA pour 19,9%.

Tableau 15 : Décaissements publics extérieurs (en milliards de FCFA)

Rubriques	Total 2022 **	Janvier 2023 ***	Février 2023 ***	Mars 2023 ***	Avril 2023 ***	Mai 2023 ***	Juin 2023**	Juillet 2023 ***	Août 2023 ***	Septembre 2023 ***	Total 2023 ***
Montants en millions de FCFA											
Multilatéral	506 168	54 615	13 209	69 312	11 134	11 816	50 370	50 918	18 564	20 464	300 401
BAD	96 210	24 238	275	3 950	580	2 644	6 642	979	15 871	1 979	57 159
dont Appuis budgétaires PEF	53 133	23 317	-	-	-	-	-	-	-	-	23 317
BADEA	557	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
BDEAC	2 674	-	3 603	275	119	-	-	-	-	-	3 998
BID	74 998	1 051	4 692	2 860	612	1 179	1 179	723	421	14 236	26 543
BIRD	56 925	15 854	308	2 799	2 572	3 129	5 897	293	-	-	30 851
FAD	17 593	48	91	293	1 363	2 612	5	2 407	1 053	11	7 882
FIDA	6 776	245	-	2 382	-	-	-	-	-	-	2 527
FMI	114 612	-	-	45 398	-	-	-	44 197	-	-	89 595
appuis budgétaires FCE-PEF 2021-2023	38 204	-	-	15 133	-	-	-	14 732	-	-	29 865
appuis budgétaires MEDC-PEF 2021-2023	76 408	-	-	30 265	-	-	-	29 465	-	-	59 730
FS OPEP	214	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IDA	135 206	13 179	4 240	11 455	5 888	2 660	36 647	2 320	1 219	4 237	81 846
dont appuis budgétaires PEF	66 055	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bilatéral	371 374	-	2 499	38 547	7 848	7 563	7 889	3 341	398	690	68 776
FRANCE	54 160	-	-	199	-	-	-	-	-	-	199
dont appuis budgétaires PEF	45 917	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Japon	504	-	-	-	-	-	-	2 970	398	690	4 058
ARABIE SAOUDITE	176	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Corée du Sud	2 479	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
EXIMBANK DE CHINE	294 587	-	-	28 001	7 848	6 580	7 889	-	-	-	50 317
INDE	19 437	-	2 066	9 597	-	766	-	-	-	-	12 429
KOWEIT	30	-	434	751	-	216	-	371	-	-	1 772
Commercial	135 581	1 930	-	7 086	-	-	-	-	-	-	9 016
Belfius	2 909	1 930	-	1 097	-	-	-	-	-	-	3 027
BIMCE Bank	7 234	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CDS group private Nouvelle Zelande	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Commercial-eurobond	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Commerz bank Allemagne	5 287	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Deutsche banque Espagne	5 222	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Inter Islamic trade Finance Corporation	94 072	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Standard Chartered Londres	20 858	-	-	5 989	-	-	-	-	-	-	5 989
Total Général	1 013 123	56 545	15 708	114 945	18 982	19 378	58 259	54 259	18 961	21 154	378 192

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : CAA

IV.3.1.2. Décaissements par concessionnalité

Sur les trois premiers trimestres de l'an 2023, le cumul des tirages opérés est constitué de 33,3% de décaissements sur ressources concessionnelles, et 66,6% de prêts non concessionnels.

Les décaissements des appuis budgétaires sont estimés à 112,1 milliards de FCFA, dont 89,5 milliards de FCFA obtenus du FMI dans le cadre du PEF 2021-2024 en cours.

Tableau 16 : Décaissements par concessionnalité (en millions de FCFA)

Rubriques	Total 2022 **	Janvier 2023 ***	Février 2023 ***	Mars 2023 ***	Avril 2023 ***	Mai 2023 ***	Juin 2023***	Juillet 2023***	Août 2023***	Septembre 2023***	Total 2023 ***
Montants en millions de FCFA											
Multilatéral	506 168	54 615	13 209	69 312	11 134	11 816	50 370	50 918	18 564	20 464	300 401
Concessionnel	312 619	14 992	5 663	63 360	8 157	6 839	39 417	50 305	16 123	5 591	210 447
<i>dont Appuis budgétaires</i>	233 799	-	-	45 398	-	-	-	44 197	-	-	89 595
<i>FMI</i>	114 612	-	-	45 398	-	-	-	44 197	-	-	89 595
<i>BIRD</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>BAD</i>	53 133	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>IDA</i>	66 055	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Non Concessionnel	193 549	39 623	7 546	5 952	2 977	4 977	10 953	613	2 440	14 872	89 954
<i>dont Appuis budgétaires</i>	-	23 317	-	-	-	-	-	-	-	-	23 317
<i>BAD</i>	-	23 317	-	-	-	-	-	-	-	-	23 317
Bilatéral	371 374	-	2 499	38 547	7 848	7 563	7 889	3 341	398	690	68 776
Concessionnel	53 713	-	434	751	-	216	-	3 341	398	690	5 830
<i>dont Appuis budgétaires AFD</i>	45 917	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Non Concessionnel	317 661	-	2 066	37 797	7 848	7 346	7 889	-	-	-	62 945
Commercial	41 510	1 930	-	7 086	-	-	-	-	-	-	9 016
Concessionnel	5 287	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Non Concessionnel	36 223	1 930	-	7 086	-	-	-	-	-	-	9 016
<i>dont eurobond 2021</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>dont financement vaccination COVAX et AVAT</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total prêts à moyen terme	919 051	56 545	15 708	114 945	18 982	19 378	58 259	54 259	18 961	21 154	378 192
Total appuis budgétaires	279 716	23 317	-	45 398	-	-	-	44 197	-	-	112 912
Total hors appuis budgétaires	639 335	33 227	15 708	69 547	18 982	19 378	58 259	10 063	18 961	21 154	265 280
<i>dont</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total prêts projets	639 335	33 227	15 708	69 547	18 982	19 378	58 259	10 063	18 961	21 154	265 280
Concessionnel	91 902	14 992	6 097	18 713	8 157	7 055	39 417	9 449	16 521	6 282	126 682
Non Concessionnel (hors eurobond)	547 433	18 235	9 611	50 834	10 825	12 323	18 842	613	2 440	14 872	138 597
Eurobond	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
											0
Prêts à court terme	94 072	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ITFC - Importations pétrole brute SONARA	71 736	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ITFC - Financement Mourabaha pour les opérations d'importation des intrants agricoles et de coton graines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
BADEA - Projet de financement de l'importation des engrais	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ITFC - Campagne cotonnière 2019/2020	22 335	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
											-
Grand total	1 013 123	56 545	15 708	114 945	18 982	19 378	58 259	54 259	18 961	21 154	378 192

Source : CAA

IV.3.1.3. Décaissements par projet/programme

Tel qu'illustré dans le tableau ci-après, un total de 83 projets et programmes y compris les appuis budgétaires ont procédé aux tirages extérieurs sous forme de prêts, pour un montant cumulé de 378,2 milliards de FCFA, dont 21,2 milliards de FCFA comptabilisés pour le mois de septembre 2023.

Tableau 17 : Décaissements par projet en millions de FCFA

N	Intitulé du Projet (Montants en millions de FCFA)	Bailleur	Devises	Septembre 2022 *	Total 2022 **	Septembre 2023 ***	Total 2023 ***
1	RENFORCEMENT ET EXTENSION RESEAUX ELECTRIQUE DE TRANSPORT ET DE DISTRIBUTION	FAD	FUA	105,3	0,0	-	1 318
2	Projet de Renforcement des Infrastructures Electriques et d'Electrification Rurale	Japon	JPY	-	0,0	-	398
3	Projet de l'Enseignement Technique au Cameroun	BID	ISD	278,4	0,0	-	1 039
4	-Construction route sangmélima djoum	KOWEÏT	KWD	-	0,0	-	216
5	Projet de Barrage Réservoir de Lom Pangar	FRANCE	EUR	-	0,0	-	199
6	Projet de Réalisation des Plantations de Manioc	INDE	USD	-	-	-	11 153
7	PROJET D'AMENAGEMENT HYDROELECTRIQUE DE LOM PANGAR-2012201	FAD	FUA	2 565,7	0,0	-	3 819
8	PROJET DE DEVELOP. DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE DANS LE NORD OUEST	BID	ISD	-	0,0	-	202
9	PROJET DE CONSTRUCTION ROUTE KUMBA MAMFE	BDEAC	XAF	-	-	-	15
10	Projet de Construction et d'Equipelement du Lycée Secondaire Professionnel d'Ekounou	KOWEÏT	KWD	-	0,0	-	1 556
11	Projet d'appui au renforcement des services de soins de santé primaire et secondaire	BID	ISD	-	0,0	-	146
12	Projet d'appui au renforcement des services de soins de santé primaire et secondaire	BID	USD	-	0,0	-	167
13	Appui à la scolarisation dans les zones d'Education prioritaire-2014205	BID	ISD	90,2	0,0	-	464
14	Appui à la scolarisation dans les zones d'Education prioritaire-2014206	BID	USD	-	0,0	-	145
15	Projet d'électrification rurale (phase 2)-2014207	BID	ISD	12,3	0,0	-	582
16	Projet d'électrification rurale (phase 2)-2014208	BID	EUR	-	0,1	-	190
17	Projet de construction route Olama-Kribi Section Olama-Bingambo	BID	EUR	1 238,0	0,0	-	4 403
18	Prêt Additionnel relatif au Financement du PAMOCCA	FAD	FUA	-	0,0	-	2
19	projet adduction eau potable yaoundé sanaga	EXIMBANK DE CHINE	USD	35 167,3	0,0	-	34 580
20	Projet de construction route Batchenga-Lena	Japon	JPY	-	0,0	690,3	3 661
21	Projet d'aménagement et de bitumage de la route Batchenga ngoundéré	BDEAC	XAF	-	0,0	-	858
22	projet d'aménagement route Batchenga Ntui-Yoko-Lena	BAD	EUR	622,0	0,0	-	6 564
23	projet d'aménagement route Batchenga Lena	FAD	FUA	-	0,0	-	1 160
24	PRESIBALT-Prog de réhabilitation et de renforcement de résilience des systèmes socio-écologiques du bassin du Lac tchad	FAD	FUA	-	0,0	10,5	1 124
25	Projet dorsale à fibre optique d'Afrique Centrale	BAD	EUR	-	0,0	-	64
26	Projet d'alimentation en eau du complexe industriel portuaire de Kribi	Belfius	EUR	1 088,6	0,0	-	3 027
27	Construction de la route ketta Djou (Phase 2)	BAD	EUR	285,6	0,0	-	168
28	Construction route batchenga ntui yoko lena tibati ngoundéré	BID	EUR	-	-	-	331
29	Projet de développement des chaînes de valeurs agricoles (PD-CVA)	BAD	EUR	19,7	0,0	310,5	13 761
30	Projet de renforcement de la performance du système de santé-2016206	IDA	XDR	-	0,1	-	23
31	Projet de développement du Monta Mbappit (phase 2)	BID	ISD	-	0,0	-	254
32	Projet de développement du Mont Mbappit 2	BID	USD	43,5	0,0	94,9	1 023
33	Projet Route Ketta-Djoum phase 2 tronçon Mintom-frontière du Congo	BDEAC	XAF	-	-	-	3 126
34	Projet d'appui à la santé maternelle, néonatale et infantile au Cameroun	BID	ISD	109,8	0,0	-	178
35	Projet d'appui à la santé maternelle, néonatale et infantile-2016219	BID	USD	-	0,0	25,0	29
36	Projet de construction en eau profonde de Kribi phase2	EXIMBANK DE CHINE	USD	-	0,0	-	9 697
37	Projet de construction en eau profonde de Kribi phase 2	EXIMBANK DE CHINE	CNY	-	0,0	-	6 040
38	Projet d'alimentation en eau et assainissement en milieu rural	BID	USD	-	0,0	-	83
39	Projet de construction des lignes monotonnes 225 KV entre Nkongssamba-Bafoussam et Yaoundé-Abong Mbang	INDE	USD	0,0	0,0	-	1 276
40	Projet de développement de la commercialisation des bétailsres d'élevage	BID	ISD	-	0,0	-	168
41	projet de développement de la commercialisation de bétails et des infrastructures	BID	USD	-	0,0	-	120
42	Projet de développement rural intégré de Chari Logone 2	BID	ISD	58,7	0,0	-	379
43	Projet de développement intégré de Chari Logone 2	BID	USD	196,7	0,0	-	552
44	Projet de développement du secteur de transport	BIRD	EUR	-	0,0	-	19 779
45	Programme d'appui au secteur de transport phase 2-2017210	BAD	EUR	735,4	0,0	1 646,2	11 468
46	Projet de développement du secteur de l'Élevage	IDA	XDR	1 026,9	0,0	-	4 226
47	projet de remise à niveau du réseau de transport d'électricité	BIRD	EUR	2 995,7	0,0	-	11 071
48	Projet de construction du pont sur le Logone entre Yagoua et Bongor-2018201	FAD	FUA	-	0,0	-	459
49	Projet de construction du pont sur le Logone entre Yagoua et Bongor-2018202	BAD	EUR	267,5	0,0	22,6	1 604
50	-Projet élimination de la transmission VIH Sida de la mère à l'enfant	BID	USD	-	0,0	-	252
51	PPF - Projet de reforme du secteur des TIC	IDA	USD	74,9	0,0	-	130
52	-Projet agricole chaîne de valeurs	BID	USD	200,9	0,0	985,3	2 957
53	projet agricole des chaînes de valeur	BID	USD	120,4	0,0	12,0	162
54	Projet de développement de l'hydroélectricité sur la sanaga	IDA	EUR	91,9	0,0	0,5	142
55	Projet de développement de l'hydroélectricité sur la Sanaga	IDA	EUR	94,8	0,0	0,0	297
56	Projet de développement des villes inclusives et résilientes	IDA	EUR	152,2	0,0	-	5 471
57	Projet d'appui à la reforme de l'éducation	IDA	EUR	230,8	0,0	18,9	9 052
58	Projet Filets Sociaux	IDA	EUR	338,9	0,0	-	9
59	Projet d'amélioration des de l'efficacité des dépenses publiques et du système statistique (PEPS)	IDA	EUR	-	0,0	510,6	3 210
60	PPF - Projet de mobilité urbaine de Douala	IDA	USD	87,6	0,0	-	209
61	Projet appui au secteur de transport phase 3 - Construction de la Ring-Road	BAD	EUR	-	0,1	-	213
62	Programme de promotion de l'entreprenariat agropastoral des jeunes - Tranche 2	FIDA	XDR	307,8	0,0	-	825
63	Projet d'elec rural accès energie zone desservie	IDA	EUR	258,9	0,0	285,0	3 517
64	IDA PPFI - Cameroon Chad Transport Corridor	IDA	USD	-	0,0	-	29
65	Deuxieme phase du projet d'appui au developpemetn des filieres agricoles (PADFA)	FIDA	XDR	-	0,0	-	1 457
66	Deuxieme phase du projet d'appui au developpemetn des filieres agricoles (PADFA)	FIDA	XDR	-	0,0	-	245
67	Projet de relance et de developpement de la region du Lac Tchad	IDA	EUR	-	0,0	-	5 815
68	Appui budgétaire Facilité Elargie de Crédit	FMI	XDR	-	0,0	-	29 865
69	Appui budgétaire Mécanisme Elargi de Crédit	FMI	XDR	-	-	-	59 730
70	Projet de rehabilitation de la penetrante Est de la ville de Douala (Phase II)	Standard Chartered Londres	EUR	-	-	-	5 989
71	PAREC.Financement additionel	IDA	EUR	2 500,0	0,0	-	7 915
72	Projet d'Appui au développement de l'enseignement secondaire et des compétences pour la croissance et l'emploi (PADESC)	IDA	EUR	138,1	-	-	9 632
73	Projet d'Aménagement et valorisation des investissements de la vallée de la Bénoué (VIVA BÉNOUÉ)	IDA	EUR	36,1	-	3 078,7	3 882
74	projet de l'autonomisation des femmes du sahel et dividende démographique au sahel (SWEED 2)	IDA	EUR	68,1	-	160,4	367
75	Cameron COVID - 19 Preparedness and Response project	IDA	EUR	-	-	-	16 150
76	projet d'Interconnexion des Réseaux Electriques du Cameroun et du Tchad (RISRIN)	IDA	EUR	-	-	-	216
77	PPF - Cameroon Education Reform Support Project	IDA	USD	-	-	-	3 255
78	PPFI - Local Governance and Resilient Communities Project	IDA	USD	-	-	51,4	51
79	Programme d'appuis au Renforcement de la Production Agricole au Cameroun (PARPAC) *	BAD	EUR	-	-	-	23 317
80	Projet d'Aménagement et de Valorisation des Investissements de la Vallée du Logone (VIVA-LOGONE)	IDA	EUR	-	-	131,6	3 100
81	Projet d'Urgence de Lutte Contre la Crise Alimentaire (PULCCA)	IDA	EUR	-	-	-	3 350
82	Programme d'acceleration de la transformation numérique du Cameroun	IDA	EUR	-	-	-	1 799
83	financement du Projet présidentiel de reconstruction et de développement des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest	BID	EUR	-	-	13 119,1	13 119
	TOTAL					21 154	378 192

Source : CAA

IV.3.2. Décaissements sur financements intérieurs

Durant le mois de septembre 2023, les décaissements sur financements intérieurs se sont chiffrés à 130 milliards de FCFA, issus pour l'essentiel de l'émission des titres publics (73% de BTA, et 27% d'OTA).

Ces opérations portent à 774,4 milliards de FCFA le cumul des décaissements sur financements intérieurs depuis les 9 premiers mois de l'année en cours.

Tableau 18 : Décaissements sur emprunts intérieurs

Rubriques	Total 2022 **	Janvier 2023 **	Février 2023 **	Mars 2023 **	Avril 2023 **	Mai 2023 **	Juin 2023 **	Juillet 2023 **	Août 2023 **	Septembre 2023 **	Total 2023 **
(Montants en milliards de FCFA)											
Titres Publics	868,9	100,0	47,0	29,6	47,5	35,2	41,2	263,9	20,0	130,0	714,4
Bons de Trésor Assimilables (BTA)	373,7	100,0	47,0	10,1	40,0	35,2	26,2	87,3	-	95,0	440,7
BTA 13 Semaines	10,0					20,2	26,2	17,5	-	75,0	138,9
BTA 26 Semaines	358,7	100,0	47,0	5,0	40,0	15,0	-	69,8	-	20,0	296,8
BTA 52 Semaines	5,0			5,1							5,1
Obligations de Trésor	495,2	-	-	19,5	7,5	-	15,0	176,6	20,0	35,0	273,6
OTA (BEAC)	260,2	-	-	19,5	7,5	-	15,0	176,6	20,0	35,0	273,6
OTA 2 ans	13,3										
OTA 3 ans	-			-				79,3		15,0	94,3
OTA 4 ans	65,0					-	-	61,6	-	-	61,6
OTA 5 ans	152,1										
OTA 6 ans	-			19,5	7,5	-	15,0	25,1	20,0	-	87,1
OTA 7 ans- 8 ans juillet 2023	20,0			-			-	10,6	-	-	10,6
OTA 10 ans	9,9	-	-	-						20,0	20,0
OT (BVMAC)	235,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ECMR 5.5% 2016-2021	-										
ECMR 5.5% 2018-2023	-										
ECMR 6.25% 2022-2029	235,0										
Emprunt BEAC- avances statutaires (PM)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Allocation de DTS (FMI-BEAC)	70,0	-	60,0	-	-	-	-	-	-	-	60,0
Total Général	938,9	100,0	107,0	29,6	47,5	35,2	41,2	263,9	20,0	130,0	774,4

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : CAA

IV.4. SOLDES ENGAGÉS NON DÉCAISSÉS (SEND'S) DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

A fin septembre 2023, les Soldes Engagés Non Décaissés (SEND's) hors appuis budgétaires sont estimés à environ 3 484,1 milliards de FCFA. Ils enregistrent des baisses successives de 6,9% en glissement annuel et de 0,9% en glissement trimestriel. Par contre, en glissement mensuel, ces SEND's sont en augmentation de 2,5%. Ces engagements sont exclusivement auprès des créanciers extérieurs.

IV.4.1. SEND's Extérieurs (Hors Appuis budgétaires)

Au terme du mois de septembre 2023, les SEND's sont composés de : (i) 65,0% proviennent de conventions de financement conclues avec les bailleurs de fonds multilatéraux, dont 2 258,5 milliards de FCFA à décaisser auprès de la Banque mondiale ; (ii) 18,5% proviennent de la coopération bilatérale, dont 700,7 milliards de FCFA à mobiliser auprès de la Chine ; et (iii) 19,7% proviennent de prêts commerciaux, pour lesquels le montant total à décaisser s'élève à 685,1 milliards de FCFA auprès de l'ICBC.

Au rythme actuel des décaissements, et tenant compte des nouveaux emprunts à signer, l'objectif de réduction desdits SEND's est loin d'être atteint, sauf une réelle volonté de procéder à une meilleure exécution des projets bénéficiaires dans les délais requis. Cette volonté devrait se traduire par une absorption visible des emprunts contractés en lieu et place des annulations comme envisagées dans le cadre des programmes en cours en cas de non performance des projets visés.

En effet, avec une capacité d'absorption annuelle de moins de 700 milliards de FCFA comme observée sur les cinq dernières années, il faudra cinq (05) années supplémentaires pour absorber les SEND's existants, ce qui pourrait compromettre les objectifs de développement souhaités, toutes choses restant égales par ailleurs. Il y a donc urgence à régler cette problématique de financement des projets et d'accroissement des investissements sur financements extérieurs et intérieurs nécessaires pour assurer une croissance plus inclusive du Cameroun.

Tableau 19 : Soldes Engagés Non Décaissés sur emprunts extérieurs

Rubriques	SEND's au 30/09/2022 ***	SEND's au 31/12/2022 **	SEND's au 31/01/2023 ***	SEND's au 29/02/2023 ***	SEND's au 31/03/2023 ***	SEND's au 31/04/2023 ***	SEND's au 31/05/2023 ***	SEND's au 31/06/2023 ***	SEND's au 31/07/2023 ***	SEND's au 31/08/2023 ***	SEND's au 31/09/2023 ***
MULTILATERAUX	2 459,9	2 633,3	2 576,0	2 570,6	2 489,9	2 473,0	2 497,1	2 435,2	2 382,4	2 274,2	2 258,5
BAD	725,1	618,8	617,8	617,6	613,7	613,1	610,6	603,9	602,9	587,4	583,9
BADEA	57,8	52,7	51,7	53,2	51,7	51,1	52,5	51,4	51,0	51,7	53,2
BDEAC	83,5	83,5	83,5	79,9	79,6	79,5	79,5	79,5	79,5	79,5	79,5
BID	206,7	168,6	165,3	164,2	157,3	155,1	179,9	174,0	175,3	164,8	164,8
BIRD	193,9	185,4	169,5	169,2	166,4	163,8	163,2	157,3	157,0	157,0	157,0
FAD	115,0	102,3	102,5	103,0	101,1	99,0	98,0	96,0	93,6	93,0	94,0
FIDA	30,7	26,7	26,5	26,6	24,1	23,8	24,3	23,8	23,7	23,9	24,2
FS OPEP	19,4	17,6	17,3	17,8	17,3	17,1	17,6	17,2	17,2	17,3	17,8
IDA	765,6	1 083,4	1 070,2	1 066,6	1 053,7	1 046,7	1 045,5	1 007,1	1 004,4	909,6	903,5
LIE	72,8	72,8	72,8	72,8	72,8	72,8	72,8	72,8	72,8	72,8	72,8
Appuis budgétaires	189,3	221,6	198,8	199,7	152,2	151,0	153,3	150,6	106,3	106,7	107,8
FMI	189,3	180,3	180,9	181,8	134,2	133,1	135,4	132,6	88,4	88,8	89,8
BIRD	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
BAD	-	41,3	17,9	17,9	17,9	17,9	17,9	17,9	17,9	17,9	17,9
IDA	2,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
BIATERAUX	849,0	655,7	649,6	656,0	605,3	593,4	628,9	607,7	603,7	606,7	700,7
ALLEMAGNE	11,5	11,5	11,5	11,5	11,5	11,5	11,5	11,5	11,5	11,5	11,5
FRANCE	60,3	60,3	60,3	60,3	60,1	63,4	96,2	96,2	96,2	96,2	178,8
Appuis budgétaires AFD	52,5	52,5	52,5	52,5	52,5	52,5	52,5	52,5	52,5	52,5	52,5
Japon	37,3	36,9	36,9	35,7	35,7	34,6	34,6	33,0	30,4	29,6	28,8
Norvège (EKSPORTKREDITT NORGE SA)	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
ARABIE SAOUDITE	28,4	25,8	25,4	26,1	25,4	25,1	25,8	25,2	25,0	25,5	26,1
Chine	5,9	5,6	5,6	5,6	5,5	5,4	5,4	5,2	5,2	5,2	5,3
Corée du Sud	4,1	4,2	4,3	4,1	4,0	3,9	4,0	4,0	4,1	4,0	4,0
Emirats Arabes Unis	10,1	9,2	9,1	9,3	9,0	8,9	9,2	9,0	8,9	9,1	9,3
EXIMBANK DE CHINE	523,5	352,4	349,2	355,0	319,0	307,1	306,3	290,3	289,4	292,0	299,6
INDE	138,5	126,2	124,0	125,4	112,4	111,1	113,3	111,0	110,2	111,7	114,8
KOWEÏT	25,0	23,0	22,8	22,7	22,1	21,9	22,1	21,8	21,2	21,5	21,9
COMMERCIAUX	677,5	658,3	652,1	658,6	679,5	676,9	682,0	677,2	675,6	678,6	685,1
AFRICAN EXPORT IMPORT BANK	-	-	-	-	34,8	34,8	34,8	34,8	34,8	34,8	34,8
Bank of China	51,9	47,3	46,5	47,8	46,4	45,9	47,1	46,2	45,8	46,4	47,8
Bellus	16,2	16,2	14,2	14,2	13,1	13,1	12,1	12,1	12,1	12,1	12,1
BMCE Bank	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7
CDI group privée Nouvelle Zelande	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Commercial-eurobond	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Commerz bank Allemagne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Deutsche banque Espagne	33,9	32,9	32,9	33,0	32,9	32,8	32,9	32,8	32,8	32,9	33,0
ICBC	204,2	186,1	182,8	187,9	182,6	180,5	185,4	181,6	180,3	182,7	187,8
INTESA SANPAOLO SPA	107,2	107,2	107,2	107,2	107,2	107,2	107,2	107,2	107,2	107,2	107,2
Raiffeisen Bank Inter AG	3,9	3,9	3,9	3,9	3,9	3,9	3,9	3,9	3,9	3,9	3,9
SOCIETE GENERALE DE PARIS	108,7	108,7	108,7	108,7	108,7	108,7	108,7	108,7	108,7	108,7	108,7
SOCIETE GENERALE NEW YORK	4,3	4,3	4,3	4,3	4,3	4,3	4,3	4,3	4,3	4,3	4,3
SOCIETE GENERALE NEW YORK - EXIM BANK US	9,6	9,6	9,6	9,6	9,6	9,6	9,6	9,6	9,6	9,6	9,6
Standard Chartered Londres	124,0	124,0	124,0	124,0	118,0	118,0	118,0	118,0	118,0	118,0	118,0
UNICREDIT	-	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5
TOTAL GENERAL	3 982,3	3 947,2	3 877,7	3 885,3	3 774,7	3 743,3	3 808,1	3 720,1	3 660,7	3 559,5	3 644,3
TOTAL APPUIS BUDGETAIRES	241,8	274,1	251,3	252,2	204,6	203,5	205,8	203,1	158,8	159,2	160,2
TOTAL HORS APPUIS BUDGETAIRES	3 740,5	3 673,2	3 626,4	3 633,1	3 570,1	3 539,8	3 602,2	3 517,0	3 501,9	3 400,3	3 484,1

Source : CAA

IV.4.2. SEND's Intérieurs

A fin septembre 2023, les SEND's intérieurs sont nuls.

Au cours du mois de septembre 2023, le suivi des Soldes Engagés Non Décaissés (SEND's) s'est poursuivi en vertu des engagements pris par le Gouvernement pour réduire le stock des SEND's non performants.

Plusieurs mesures sont prises par les autorités en vue de la réduction des SEND's non performants. Ainsi, dans le cadre de la poursuite du plan d'actions mis en place par les autorités, il est envisagé de réexaminer les SEND's et d'annuler le cas échéant, ceux qui ne se décaissent pas. Nombre d'actions sont envisagées, notamment :

- la mise en œuvre du décret fixant les modalités de suivi de la performance des Unités de Gestion des Programmes et projets financés aussi bien sur ressources internes ordinaires que sur ressources externes ;
- la signature de contrats de performance standardisés, et l'adossement de la rémunération des responsables des unités d'exécution à des indicateurs de performance bien définis. Ces contrats de performance incluront, entre autres, la préparation de rapports trimestriels avec des indicateurs de mise en œuvre physique et financière du projet, la révision du plan de décaissement et des dépenses de gestion du projet ;
- la création d'un fonds de maturation et d'indemnisation des projets d'investissement publics pour une maturation plus efficace et rapide des projets, ainsi qu'une meilleure exécution de tous les projets financés sur ressources internes ordinaires et/ou externes ;
- le renforcement de la gestion des investissements publics par la mise en œuvre des textes du Code des marchés publics, notamment ceux relatifs à la mise en place des structures internes de gestion administrative des marchés.

Des discussions subséquentes avec les maîtres d'ouvrage, les créanciers et les Coordonnateurs des projets, il ressort que les diligences effectuées par ces acteurs ont permis de lever progressivement les blocages identifiés, et d'accélérer le rythme d'exécution des travaux et de décaissements pour la plupart des projets ayant des SEND's à problèmes.

En outre, il apparaît, au regard de la capacité moyenne d'absorption des ressources en dessous de 700 milliards de FCFA sur les cinq dernières années, que la problématique des SEND's pourrait être résolue par la poursuite des efforts allant dans le sens de la maturation complète des projets initiés, de la gouvernance opérationnelle des projets en cours d'exécution, des dotations plus équilibrées en fonds de contrepartie, etc.

V. INDICATEURS D'ENDETTEMENT

V.1. PRINCIPAUX INDICATEURS DE LA DETTE PUBLIQUE (hors Restes à Payer de plus de 3 mois)

Au 30 septembre 2023, l'encours de la dette de l'Administration Centrale hors Restes à Payer de plus de trois mois a atteint 11 406 milliards de FCFA. Considérant que la dette libellée en FCFA représente la dette intérieure, et que celle libellée en devise correspond à la dette extérieure, les caractéristiques en termes de coûts et de risques du portefeuille visé se présentent comme suit :

- le ratio de la dette de l'Administration Centrale (hors Restes à Payer de plus de trois mois) par rapport au PIB s'élève à 40,2%, dont 28,3% pour la dette extérieure et 11,9% pour la dette intérieure ;
- le coût moyen pondéré de la dette demeure stable, autour de 2,3%. Ce taux est identique à celui enregistré à fin août 2023, dont 2,1% pour la dette extérieure et 2,7% pour la dette intérieure (le taux d'intérêt des obligations avoisine 6% hors BTA) ;
- la durée moyenne de refinancement du portefeuille global est estimée à 7,8 années, composée de 9,2 années pour la dette extérieure, comparée aux 9,4 années enregistrées à la fin du mois de août 2023, et de 4,4 années pour la dette intérieure, restant stable par rapport au trimestre précédent ;
- la part de la dette, dont les termes devront être renouvelés en 2024 s'élève à 25,2%, composée de 27,9% pour la dette extérieure et de 18,7% pour la dette intérieure ;
- le risque de taux d'intérêt se traduit par une exposition d'environ 16,5% de la dette aux fluctuations des taux d'intérêt, légèrement supérieure aux 16,4% enregistrés à fin août 2023 ;
- la part de la dette libellée en devises autres que le FCFA a diminué par rapport au trimestre précédent et représente 70,4% du portefeuille global. Toutefois, ceci équivaut à une exposition réelle de 42,9% du portefeuille, compte tenu de la dette libellée en euros, qui représente 27,5% de la dette totale.

Tableau 20 : Indicateurs de coûts et risques du portefeuille de la dette publique

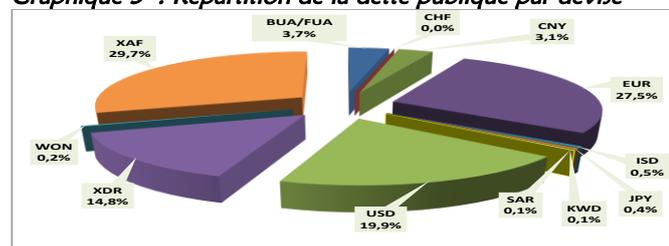
Indicateurs de coûts et risques		Dettes extérieure	Dettes intérieure	Dettes totale*
Dettes nominale en milliards de FCFA		8 027	3 379	11 406
Dettes nominale (% du PIB)		28,3	11,9	40,2
Coût de la dette	Paieement d'intérêt en % du PIB	0,6	0,3	0,9
	Taux d'intérêt moyen pondéré (%)	2,1	2,7	2,3
Risque de refinancement	Durée moyenne d'échéance (ans) (ATM)	9,2	4,4	7,8
	Dettes à amortir durant l'année prochaine (% du total)	8,2	18,7	11,3
	Dettes à amortir durant l'année prochaine (% du PIB)	2,3	2,2	4,6
Risque de taux d'intérêt	Durée moyenne à refixer (ans) (ATR)	7,5	4,4	6,6
	Dettes refixées durant l'année prochaine (% du total)	27,9	18,7	25,2
	Dettes à taux d'intérêt fixe (% du total)	80,3	91,9	83,5
Risque de change	Dettes en devises (% du total)			70,4
	Amortissement en devise durant l'année prochaine (en % du stock brut de réserves de change brutes détenues par la BEAC)			17,0

Source : CAA

V.2. REPARTITION DU PORTEFEUILLE PAR DEVISE

Les principales devises du portefeuille de la dette publique camerounaise sont : l'Euro pour 27,5%, le XAF avec 29,7%, le Dollar US pour 19,9% et le XDR (DTS) pour 14,8%.

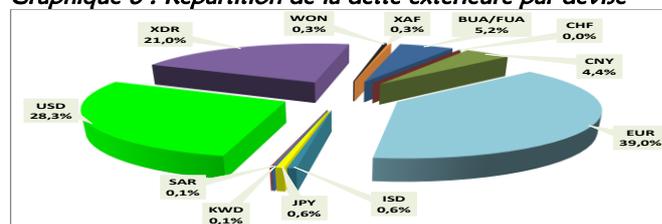
Graphique 5 : Répartition de la dette publique par devise



Source : CAA

Concernant le portefeuille de la dette extérieure, il se compose en grande partie de l'Euro soit 39,0%, suivi du Dollar US avec 28,3% et le XDR (DTS) avec 21,0%.

Graphique 6 : Répartition de la dette extérieure par devise



Source : CAA

Une publication de la Caisse Autonome d'Amortissement du Cameroun Secrétariat Permanent du Comité National de la Dette Publique

 COMITÉ NATIONAL DE LA DETTE PUBLIQUE		
Comité National de la Dette Publique		Caisse Autonome d'Amortissement du Cameroun

<p style="text-align: center;">Caisse Autonome d'Amortissement du Cameroun Secrétariat Permanent du Comité National de la Dette Publique B.P. : 7167 YAOUNDE ♦ Tél : (+237) 222 22 22 26 / (+237) 222 22 01 87 ♦ Fax : (+237) 222 22 01 29 Site internet : www.caa.cm ♦ E-mail : caa@caa.cm</p>
